

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA SUCCESSION EN LIGNE COLLATÉRALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 20 Mars 1912, à 4 h. 1/2

PAR

FRANCIS MAZURIÉ

Président : M. PIÉDELIEVRE, professeur
Suffragants { *MM. MASSIGLI, professeur*
 { *PLANOL, professeur*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

LA SUCCESSION EN LIGNE COLLATÉRALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

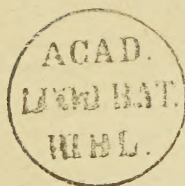
sera soutenu le Mercredi 20 Mars 1912, à 4 h. 1/2

PAR

FRANCIS MAZURIÉ

Président : M. PIÉDELIEVRE, professeur

*Suffragants { MM. MASSIGLI, professeur
 PLANIOL, professeur*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- LE BRUN. — *Traité des successions*, par feu M. Denis Le Brun, avocat au Parlement, avec de nouvelles décisions et remarques critiques, par M. François Bernard Espiard de Saux, président à mortier honoraire au Parlement de Besançon, 1775, édition Knapen et édition Samson.
- POTHIER. — *Traité des successions*, Ed. Bugnet, 1845.
- MAYNARD. — *Notables et singulières questions de droit écrit, jugées au Parlement de Toulouse*, 1618, 2^e édition, 1751.
- LOYSEL. — *Institutes Coutumières*, 1607. Edition Dupinet-Laboulaye, 1846.
- ARON. — *Les successions*, Etude sur le droit civil de la Révolution, in-8°, Paris, 1904.
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *Traité des successions*, 3^e édit., 1905, t. I.
- PLANIOL. — *Traité élémentaire de droit civil*, t. III, 5^e édit., 1910, n° 1818.
- Ambroise COLIN. — *Le droit de succession dans le Code civil*, Livre du Centenaire du Code civil, t. I, 1904.
- F. H. HITZIG. — *Die Grenzen des Erbrechts* (Les limites du droit de succession), Zurich, 1908.
- LANDRY. — *La question de l'héritage et le socialisme*, Revue socialiste, janvier 1906.

- EUGENIO RIGNANO. — *La question de l'héritage*, Paris, 1904.
- FLINIAUX. — *Le système des parentèles comme mode de dévolution de la succession « ab intestat »*, Thèse, Paris, 1906.
- BIGALLET. — *De l'hérédité collatérale*, Thèse, Lyon, 1898.
- ROMIGNIÉ. — *De l'hérédité collatérale*, Thèse, Paris, 1903.
- VALLIER. — *Le fondement du droit successoral en droit français*. Thèse, Paris, 1902.
- TURGEON. — *Le Socialisme et le droit d'hérédité*. Travaux juridiques et économiques de l'Université de Rennes, Rennes, 1907.
- GIDE. — *Cours d'économie politique*, 2^e édit., 1911.
- ROGUIN. — *Traité de droit civil comparé*, Les successions, t. I et II, Paris, 1908.
- René STOURM. — *Systèmes généraux d'impôts*, 3^e éd., Paris, 1912.
- Alix JEAN. — *Traité pratique du régime fiscal des successions*, 2^e édit., 1911.
- CAUWÈS. — *Cours d'économie politique*, 3^e édit., 1893, 4 vol.
- BRISAUD. — *Cours d'histoire du droit français*, t. II, 1904.
- Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des Finances, Direction Générale de l'Enregistrement, années 1910-1911.
-

INTRODUCTION

Parmi les institutions juridiques, celles même qui paraissent le plus solidement établies n'échappent pas à la critique, et cette observation s'applique de tous points à la matière des successions. L'organisation actuelle des successions est attaquée dans son fondement. On considère que l'hérédité est une des causes, et peut-être la plus efficace, des inégalités profondes qui divisent la société contemporaine. Même parmi ceux qui admettent la légitimité de la succession, beaucoup contestent que la réglementation actuelle par le Code civil réponde à un idéal de justice. Il y a aujourd'hui, affirme-t-on souvent, trop de personnes qui sont appelées à succéder. A défaut de testament laissé par le défunt, des parents très éloignés peuvent recueillir les biens qu'il a laissés, alors que ces parents étaient peut-être des inconnus pour lui, qui ne tenaient aucune place dans son af-

fection. Faut-il donc que l'oubli, par le défunt, d'avoir réglé la dévolution de son patrimoine conformément à ses prédilections et à ses affections, soit la source d'un enrichissement immérité pour un groupe de parents que, seul, l'appât de la succession à recueillir appelle au chevet du moribond ? Et n'est-il pas regrettable que l'absence d'une volonté qui, si elle se fût exprimée, aurait transmis les biens à une autre personne, ait pour résultat une dévolution du patrimoine dont l'affection présumée du défunt ne saurait être la justification ?

Telle est, aujourd'hui, la question que le législateur se pose dans notre pays, et à laquelle beaucoup de codes étrangers ont déjà répondu. La difficulté se présente naturellement à l'occasion des parents collatéraux. Leur vocation héréditaire s'ouvre, d'après le Code civil de 1804, jusqu'au 12^e degré. Or, un degré si éloigné, dont le lien avec le défunt ne s'aperçoit pas aisément, peut-il vraiment justifier une dévolution héréditaire *ab intestat* ? N'y a-t-il pas là une conception législative surannée, qui appelle impérieusement des modifications ? Telle est, en effet, l'opinion la plus générale ; et même parmi ceux qui considèrent le principe de l'hérédité comme intangible, un grand nombre estime que l'application de ce principe ne doit pas être poussée si loin.

Que la succession soit une institution socialement nécessaire, cela n'est pas douteux : elle est un stimulant à l'activité humaine. Il est certain que si l'individu n'avait pas la perspective de laisser les biens qu'il a amassés par ses efforts à ses proches, il ne travaillerait plus, ou tout au moins il ne travaillerait que dans la limite des efforts strictement nécessaires pour assurer la satisfaction de ses besoins et des jouissances que l'existence lui rend désirables. Il ne paraît donc pas possible de chercher à renverser de fond en comble l'édifice des lois successorales que le Code civil a construit en s'inspirant de l'expérience des siècles et de traditions immémoriales. C'est ce qui ressortira, d'ailleurs, de l'exposé que nous présenterons sommairement du fondement rationnel de la succession.

Mais, de ce que l'hérédité est inattaquable dans son principe, il ne résulte nullement que le système successoral adopté par le législateur de 1804 corresponde à l'expression des idées actuelles sur ce point. La notion de la famille s'est incontestablement modifiée depuis un siècle : parallèlement la conception de l'Etat a évolué. Les nombreuses lois sociales de ces dernières années en sont la preuve. L'Etat n'apparaît plus aujourd'hui comme ayant pour mission unique de commander et de se faire obéir ; le cercle

de ses attributions s'élargit sans cesse : l'éducation, l'assistance, la prévoyance, qui relevaient autrefois des devoirs familiaux, sont de plus en plus dispensées par lui aux citoyens. On comprend, dès lors, qu'une doctrine se soit formée, qui raisonne de la manière suivante : si l'on réclame de l'Etat de multiples fonctions, n'est-il pas logique de lui fournir le moyen de les exercer, au besoin par les ressources qu'une restriction de la vocation successorale dans la famille serait de nature à lui procurer. Dans cette opinion, on semble compter sur le produit des successions collatérales pour procurer à l'Etat les fonds nécessaires à la réalisation des œuvres nouvelles dont il a pris l'initiative.

Ces espérances sont-elles fondées ? On peut en douter. — L'importance des successions échues à des collatéraux éloignés est loin d'être aussi grande que certains le pensent. En réalité, nous verrons que ce n'est pas sur ce terrain qu'il faut se placer pour donner satisfaction aux critiques dirigées contre l'hérédité en ligne collatérale. C'est au point de vue de son fondement même que la dévolution à cette ligne de successibles appelle une réforme ; l'affection présumée du défunt qui lui sert de titre et de justification, ne se conçoit plus, dans l'état actuel des mœurs, comme susceptible de servir de base à un.

droit de succession prolongé jusqu'au 12^e degré. A mesure que disparaissent les liens de l'antique solidarité familiale, la ligne des parents qui sont appelés à la succession doit nécessairement se réduire ; or, de tous, les collatéraux éloignés représentent certainement ceux qui ont le moins de titre à revendiquer le patrimoine du défunt. Seulement il faut prendre garde qu'en s'engageant dans cette voie, on risque de saper la base même de l'héritage, et il importe de ne pas dépasser certaines limites, sous peine d'atteindre progressivement la vocation de tous les successibles.

Nous nous proposons d'examiner dans ce travail la part qui a été faite à ces deux idées opposées, soit par le Code civil, soit par les législations étrangères les plus récentes. Nous exposerons en même temps les propositions qui tendent à modifier l'ordre successoral établi par le Code civil pour les collatéraux, après avoir brièvement indiqué les principales règles qui gouvernent la vocation que notre Code leur reconnaît :

De là, la division suivante :

Chap. 1. L'hérédité collatérale dans l'ancien droit français, et sous la Révolution.

Chap. 2. Le régime successoral du Code civil : la dévolution collatérale et son fondement.

Chap. 3. La succession collatérale dans les principales législations étrangères.

Chap. 4. Les propositions de réforme.

LA SUCCESSION EN LIGNE COLLATÉRALE

CHAPITRE PREMIER

L'HÉRÉDITÉ COLLATÉRALE DANS L'ANCIEN DROIT FRANÇAIS ET SOUS LA RÉVOLUTION

SECTION I

Le droit ancien et l'ancien Régime.

Logiquement, l'idée de solidarité familiale, qui est une des conceptions les plus chères aux sociétés primitives, devait conduire à une reconnaissance aussi large que possible du droit de succession dans la famille, et la copropriété familiale devait aboutir au même résultat. La succession n'a même été, au début, que la conséquence juridique de l'idée de copropriété familiale (1). A l'époque primitive, la pro-

(1) V. BRISSAUD, *Cours d'Histoire du droit Français*, t. II, 1904, p. 1250 et s.

priété se réduit à une sorte de droit d'occupation temporaire qui appartient, sur un territoire déterminé, à une tribu tout entière. Ce droit d'occupation pouvait être revendiqué par tous les survivants du groupe, jusqu'au dernier, si éloigné que fût le degré de parenté par lequel il se rattachait au défunt.

Ces idées dominèrent longtemps la législation romaine. Toutefois, à Rome, à l'époque du droit classique, les collatéraux, compris dans le groupe des *gentiles* ou même des agnats, ont pu être fréquemment écartés par le testament aux termes duquel le *de cujus* instituait un héritier. En l'absence de testament, le droit civil appelait à l'héritage, après les agnats, les *gentiles*, c'est-à-dire des personnes dont le lien de parenté avec le défunt était si lointain qu'il était difficile à préciser, et tant qu'il se trouvait quelqu'un pour invoquer le titre de *gentilis*, il était fondé à réclamer la succession. C'est dire que, dans une semblable législation, la vocation héréditaire s'étendait aussi loin qu'une parenté presque insaisissable. Mais déjà à Rome, l'extension progressive des pouvoirs de l'Etat diminua peu à peu le rôle social de la famille, et, à la fin de l'Empire romain, la parenté se rattache exclusivement aux liens du sang. La cognation finit par supplanter l'agnation. Plusieurs ordres de parents sont ainsi distingués : les descendants, les ascendants et les collatéraux. Cette évolution dans la conception de la famille entraîne une

restriction de la vocation héréditaire des collatéraux. Primitivement appelés indéfiniment, lorsque la parenté civile était seule prise en considération, ils voient une première atteinte portée à leurs droits par la *bonorum possessio* que le prêteur refuse aux cognats qui dépassent le sixième degré, sauf exception, au septième degré, pour les enfants des cousins issus de germains.

En réglementant la dévolution héréditaire par la Nouvelle 118 de l'année 543, complétée en 547 par la Nouvelle 127, Justinien s'efforça de consacrer rationnellement les progrès accomplis par le droit romain en matière de dévolution héréditaire, et il distingua trois ordres d'héritiers ; la caractéristique de sa réglementation comme de tout système héréditaire qui se fonde sur la différenciation de plusieurs ordres d'héritiers étant que l'ordre le plus proche prime l'ordre plus éloigné.

En premier lieu viennent les descendants ; en second lieu les ascendants en concours avec les collatéraux privilégiés, qui sont les frères et sœurs germains et leurs enfants. Dans ces deux premiers ordres, Justinien consacre la représentation en ligne directe descendante et au profit des enfants de frères ou sœurs germains. Le troisième ordre se compose des autres collatéraux : en tête viennent les frères et sœurs consanguins, les frères et sœurs utérins, puis les neveux, les nièces, les petits neveux, les

petites nièces, les oncles et les tantes, etc... Le principe de la proximité du degré est rigoureusement observé, et dans ce troisième ordre, il n'y a pas représentation : le partage a lieu par tête et non par souche.

Jusqu'à quel degré de parenté les collatéraux sont-ils admis ? La Novelle 118 est muette sur la limitation de la successibilité ; mais il est vraisemblable qu'elle consacra le système prétorien, aux termes duquel les cognats venaient jusqu'au sixième degré, et dans certains cas jusqu'au septième (*Sobrinus sobrinave*). Probablement Justinien admit aussi la dévolution de degré à degré. Un argument de texte peut être tiré en faveur de cette opinion, de ce que la Novelle 116 déclare formellement abroger les *jura agnatorum*. Or, les agnats pouvaient succéder sans limitation de degré tant qu'ils étaient en mesure de prouver leur parenté. En supprimant les *jura agnatorum*, la Novelle 118 apporte du même coup une restriction à la vocation héréditaire, et elle entend évidemment ne plus permettre la successibilité sans limitation de degré ; le sixième degré devait donc être considéré comme son terme extrême (1).

À défaut de parents, la Novelle appelait à la succession le conjoint survivant ; enfin, à défaut d'héritier et d'époux survivant, les biens étaient attribués

(1) JARRIAND, *Hist. de la Novelle, 118, dans les pays de droit écrit*, Thèse, Paris, 1889, p. 422.

à la corporation dont le *de cujus* faisait partie ; curie, légion, collège, couvent (si le défunt était un moine), église (si le défunt était un clerc). A défaut de ces corporations, le fisc, qui n'était pas un héritier, mais un successeur aux biens, recueillait l'ensemble de ceux-ci.

On voit donc que la législation de Justinien règle la dévolution *ab intestat* qu'elle établit, d'après le classement des parents dans la famille, mais elle restreint la parenté à un certain degré, déterminé par le point que les affections du défunt sont présumées ne pas dépasser.

Pour compléter ce tableau de la législation successorale de Justinien, il convient d'ajouter que la dévolution s'exerce toujours sur l'ensemble des biens laissés par le défunt ; c'est la règle de l'unité de patrimoine.

L'influence du droit romain s'exerça sur la législation successorale des pays de droit écrit. Cependant, il semble que la limite de la successibilité en ligne collatérale fut quelque peu reculée. Et à la fin de l'Ancien Régime, on discutait sur le point de savoir s'il fallait admettre indéfiniment la vocation des collatéraux, ou, au contraire, l'arrêter au dixième degré. Les Parlements de Paris et de Provence se prononçaient dans le premier sens ; le Parlement de Toulouse dans le second (1).

(1) JARRIAND, *Thèse*.

Au droit romain fondé sur la distinction entre les divers ordres d'héritiers, s'oppose le système germanique des parentèles, qui remonte à la plus haute antiquité, et qui se trouve encore aujourd'hui consacré par les législations les plus récentes du groupe germanique.

On entend par « parentèle » le groupe des personnes qui sont unies ensemble par suite de leur rattachement à un même auteur commun (1).

En prenant pour point de départ une personne déterminée, on constate que la première parentèle est formée par cette personne même et tous ses descendants, c'est-à-dire, ses enfants et petits enfants, la seconde par ses mère et père et tous leurs descendants (c'est-à-dire ses frères et sœurs et ses neveux), la troisième par ses aïeuls et leurs descendants (c'est-à-dire ses oncles, tantes et cousins germains), la quatrième par ses bisaïeuls et leurs descendants (grands-oncles ou grand'tantes, cousins issus de germains, et ainsi de suite). La dévolution par parentèles est déterminée par le principe suivant : la parentèle la plus proche exclut la plus éloignée. Il faut que tous les représentants d'une parentèle soient décédés pour que la succession soit dévolue à la parentèle suivante ; ainsi le petit-neveu qui fait partie de la seconde parentèle, exclura les grands-parents,

(1) ENDEMANN, *Lehrbuch des Bürgerliches Rechts*, Berlin, 1898-1899, tome III, par. 13.

qui n'appartiennent qu'à la troisième parentèle.

Quant à la détermination de l'ordre des successions dans chaque parentèle, deux systèmes ont été successivement adoptés : jusqu'au XVIII^e siècle, c'est le parent le plus proche dans chaque parentèle qui exclut tous les autres. A partir du XVIII^e siècle, on a admis un droit de représentation indéfini au profit de la postérité du plus proche parent prédécédé de cette parentèle. Avec la première conception, l'enfant d'un oncle prédécédé sera exclu par les oncles qui survivent. Avec la seconde, toute la postérité de l'oncle prédécédé exercera dans la succession les droits qui appartenaient à leur auteur.

C'est le système des parentèles sans représentation à l'intérieur de chaque parentèle que nous trouvons appliqué dans les lois germaniques que les rois barbares ont promulguées à l'usage de leurs sujets aux premiers temps des invasions (1). D'après les lois Salique (2) et Ripuaire, les héritiers ne sont pas appelés par ordre, mais par parentèles ; les différentes parentèles ont un point de départ commun, le défunt, et comprennent en partant de lui des parents de plus en plus éloignés, conformément aux indications précédemment données. Ces lois appellent en première ligne les enfants et descendants

(1) BRISSAUD, p. 1525 et s. ; spécialement p. 1528 à 1530.

(2) PARDESSUS, *Loi Salique*, éd. 1843, tit. 59. *De alodis*.

sans distinguer entre les fils et les filles, entre les aînés et les puînés, et en appliquant la règle du partage égal, au moins sur tous les biens meubles laissés par le défunt. Avec la seconde parentèle, on voit apparaître les collatéraux ; en effet, les père et mère sont appelés conjointement en tête de cette parentèle ; mais à défaut de père ou de mère, viennent les frères et sœurs qui font partie de la même parentèle, sans distinction de sexe conjointement et par tête ; la représentation n'est pas admise. La troisième parentèle comprend les grand'mères et les grands-pères du *de cujus* et les oncles et tantes comme descendants de ces derniers, etc... Après la cinquième parentèle, il n'y a plus de succession chez les Ripuaires. La loi salique semble admettre, au contraire, la sixième parentèle à succéder. Enfin les lois des Burgondes et des Wisigoths reconnaissent la vocation de la septième parentèle ; mais ce sont celles qui étendent le plus la successibilité. En tout cas, après la septième parentèle, il n'y a plus d'héritier et les biens sont dévolus au fisc royal. Toutefois, la loi des Wisigoths admettait une exception en faveur du conjoint survivant, en souvenir du droit romain.

Les règles que nous venons de mentionner ne s'appliquaient d'ailleurs intégralement que pour la succession aux meubles ; pour la succession immobilière, il y avait des biens dont les femmes étaient exclues : ainsi les lois des Burgondes et des Thuringiens.

giens excluent les filles de toute hérédité en présence du fils ; dans la loi salique la femme est exclue seulement de la *terra salica*, c'est-à-dire des immeubles propres, par opposition aux immeubles acquêts.

Le système des parentèles se modifia dans l'ancien droit sous l'influence du droit canonique : l'Eglise a introduit un nouveau mode de computation des degrés de parenté. En droit germanique, on compte les parentèles par chaque génération et dans chaque parentèle les degrés à partir de l'auteur commun ; ainsi deux parents de générations différentes n'ont pas, dans ce système, un degré de parenté représenté par le même chiffre : soit, par exemple, Primus, neveu à la mode de Bretagne de Secundus (cousin au cinquième degré de computation civile), si l'on part de Primus, Secundus est par rapport à Primus dans la quatrième parentèle, et au troisième degré ; au contraire, en partant de Secundus, dans la troisième parentèle et au quatrième degré. Le droit canonique admet en ligne directe la computation romaine ; mais en ligne collatérale il suit un système original ; si les deux parents sont à égale distance de l'auteur commun, on remonte de l'un d'eux à l'auteur commun et on s'arrête à ce dernier pour le calcul des degrés. S'ils sont inégalement distants de la souche commune, on compte les degrés qui séparent le plus éloigné de la souche commune. Ce mode de computation apparut vers l'année 600 sous le pontificat de

Grégoire I^{er} et il s'est généralisé au XI^e siècle (1).

A son tour, la féodalité exerça son influence sur la dévolution des successions. Le caractère de la propriété féodale a réagi sur le mode de sa transmission héréditaire. Celle-ci fut réglée d'abord par les chartes de concession des fiefs, et la succession en ligne collatérale aux fiefs ne fut admise qu'avec une certaine difficulté (2). La règle générale était que les collatéraux n'étaient appelés que si la formule de concession avait été libellée dans les termes suivants. « Je concède à Primus comme vassal et à ses hoirs en général (sans spécifier en ligne directe). » L'emploi de cette formule engendre trois conséquences : 1^o Tous les descendants du premier concessionnaire sont appelés d'avance à la succession du fief ; il y a une véritable substitution perpétuelle à leur profit. — 2^o Par contre, le fief ne peut remonter : les ascendants ne sont pas appelés à en hériter (ceux-ci, trop âgés, sont impropres aux charges militaires inhérentes à la possession du fief. — 3^o Les collatéraux, pour hé-

(1) LE BRUN, *Traité des successions*, Chap. VI, De la succession des collatéraux. Section I. De la supputation des degrés. Ed. Knapen, 1775, p. 111.

(2) ESMEIN, *Etudes sur les contrats dans le très ancien droit français*, p. 161. — GLASSON, *Histoire du droit et des institutions de la France*, t. IV, p. 274, et t. VII, p. 430 et s. — VALLIER, *Le fondement du droit successoral en droit français*, Thèse, Paris, 1902, p. 45, *in fine*. — BRISAUD, p. 1531 et s.

riter, doivent descendre du premier investi. Par exemple, lorsque le fief avait été l'objet de plusieurs transmissions en ligne directe, rien ne s'opposait à ce qu'il passât aux frères ou neveu du *de cujus* qui se trouvait bien appelé par la formule de concession puisqu'il était lui-même descendant du premier concessionnaire. C'est l'origine de la règle *Paterna Paternis, Materna maternis*, dont le droit coutumier a fait une si large application. De plus, l'importance qui s'attache aux termes de la concession féodale pour déterminer l'ordre successoral, aboutit à remplacer la parentèle par le lignage. En effet, les formules de concession se ramenaient à deux types principaux : *premier type* : « Concession à Primus comme vassal et aux héritiers de son corps, descendants de son épouse » ; *deuxième type* : « Concession à Primus comme vassal, et à ses hoirs en général ». Lorsque la concession était faite selon la première formule, seuls les descendants du premier concessionnaire pouvaient hériter ; tandis qu'avec la deuxième formule, pour hériter du fief, il n'est plus besoin d'appartenir à la postérité du concessionnaire ; il suffit d'être parent, et une ligne nouvelle est ainsi appelée à la succession. Or, les parents du défunt dans la même ligne sont les lignagers, et parmi les lignagers ce sont les plus proches qui recueillent l'héritage. Au lieu de succéder par parentèle et par degré on hérite par lignage et par degré. Cette règle féodale

passa dans les pays de coutume, et même dans ceux de droit écrit.

Avec le droit coutumier, la succession en ligne collatérale est maintenue ; mais sous certaines particularités provenant de ce que le droit coutumier, abandonnant l'idée d'unité de patrimoine venue de la législation romaine, distingue plusieurs sortes de biens héréditaires et les répartit en plusieurs masses pour lesquelles les héritiers ne sont pas les mêmes. Il y a notamment les propres paternels et les propres maternels. Etant donné cette division, à qui allaient les biens dévolus à une ligne de parents qui n'avaient plus de représentants ? Allaient-ils à l'autre ligne ou bien le droit des parents s'évanouissait-il ? Certaines coutumes (anciennes coutumes de Reims, coutume IX ; Coutumes d'Anjou, art. 270 ; Coutumes du Maine, de Bretagne, de Normandie) admettaient que le droit du seigneur s'ouvrait à défaut de parent dans la ligne qui devait recueillir les biens (1). Mais c'était l'exception ; en principe et au moins à partir du xvi^e siècle, la dévolution d'une ligne à l'autre l'emporta sur l'attribution au seigneur ou au fisc.

Tel était le droit commun, qui se trouve exprimé dans les art. 326 de la Coutume d'Orléans, et 330 de la Coutume de Paris, ce dernier ainsi conçu : « S'il

(1) POTHIER, *Traité des successions*, 1776, éd. Bugnet, Paris, 1845, p. 102 et s., et surtout p. 104, *in fine*. — BRISSAUD, p. 1349.

n'y a aucuns héritiers du côté et de la ligne dont sont venus les héritages, ils appartiennent au plus prochain habile à succéder, de l'autre côté et ligne, en quelque degré que ce soit ».

Mais jusqu'à quel degré la dévolution héréditaire est-elle reconnue ? Il semble bien que, tant que le *de cujus* laissait des parents, si éloignés fussent-ils, ils avaient un droit à l'héritage (1). Seule la Coutume de Normandie n'admettait la préférence des parents sur le seigneur que jusqu'au septième degré seulement. Dans ces limites, le droit de déshérence était exercé par le seigneur haut justicier (2). L'art. 146 de la Coutume de Normandie est ainsi conçu : « Aux seigneurs féodaux, appartiennent les héritages de leurs vassaux, après leur décès... s'il ne s'y présente hoirs habiles à succéder dans le septième degré inclusivement ». — Plus tard, ce furent les officiers du roi qui exercèrent la déshérence comme un droit régalien.

En pénétrant plus avant dans l'étude du droit coutumier, on constate que, pour la dévolution successorale, celui-ci tenait compte à la fois de la nature des biens (meubles ou immeubles, acquêts ou

(1) LOYSEL, *Institutes coutumières*, livre II, titre V, XXXIII, 1607. — Ed. Dupinet-Laboulaye, 1846.

(2) MAYNARD, *Notables et singulières questions de droit écrit jugées au Parlement de Toulouse*, 1618 ; 2^e édit., 1751, livre VI, chap. xcix. — BRISSAUD, p. 1548, et JARRIAND, p. 422.

propres) et de la classe sociale de leur propriétaire (biens nobles et biens roturiers) pour en régler la dévolution. Mais ces distinctions multiples peuvent se réduire, et notamment au point de vue de l'hérédité collatérale, il suffit de différencier trois groupes de successions : 1° Règles générales de droit commun aux meubles et acquêts roturiers ; — 2° Règles spéciales applicables à la succession aux propres roturiers ; — 3° Règles spéciales applicables à la succession aux biens nobles. En effet, d'une part, dans la succession roturière, deux régimes successoraux différents s'appliquaient, le premier aux meubles et acquêts, à la fois ; le second aux propres. D'autre part, tous les auteurs des deux derniers siècles s'accordent pour déclarer que les règles qui régissent la succession aux meubles et acquêts roturiers, ont une portée générale et forment le droit commun qui s'applique même aux successions nobles (1).

1° *La succession aux meubles et acquêts*, nobles ou roturiers, était dévolue à trois ordres d'héritiers : a) les descendants ; b) les ascendants ; c) les collatéraux. Ces derniers, s'ils étaient seuls, succédaient sans limitation de degré ni de distinction de sexe. La représentation n'avait été admise qu'après beaucoup de résistance dans cet ordre ; car elle aboutit

(1) En ce sens, POTHIER, *Traité des successions*, 1776, éd. Bugnet, t. VIII des œuvres complètes.

au fractionnement des héritages et morcelle les domaines des grands propriétaires dont la royauté estime le concours utile au maintien du pouvoir absolu. Cependant la plupart des Coutumes, et notamment celles de Paris, Etampes, Orléans, Sens, Chaumont, Troyes, Vitry, puis du Bourbonnais, de l'Angoumois, de la Franche-Comté, l'admettaient dans les termes du droit romain, c'est-à-dire au profit des enfants de frères et sœurs prédécédés du *de cujus*, en concours avec des frères et sœurs vivants. Toutes les fois que la représentation est nécessaire pour appeler à la succession des enfants de frères et sœurs, on partage par souche. Si elle n'est pas nécessaire (cas d'un frère du *de cujus* renonçant) alors qu'il y a des enfants issus de deux autres frères prédécédés, on partage par tête (1) « Tant plus les coutumes tiraient au Nord, dit Lebrun, tant plus elles étaient contraires au droit de représentation. »

Le système de dévolution relatif aux propres et acquêts, nobles ou roturiers, ressemble donc, à certains égards, aux parentèles du droit germanique, où chaque parentèle est successivement appelée, chacune excluant l'autre. Mais, en droit germanique, le plus proche parent dans chaque parentèle

(1) LOYSEL, *Institutes coutumières*, 1607, titre V, règle VIII.

succède seul, tandis qu'avec la représentation tous les individus de la même parentèle succèdent au défunt.

2° *La succession aux propres roturiers* était dominée par deux règles fondamentales : a) *Propres ne remontent* (1) ; b) *Paterna paternis, materna maternis* (2).

a) Les propres sont les biens que le *de cujus* a reçus soit par succession d'un parent quelconque, soit par donation entre vifs d'un ascendant et les biens acquis par subrogation des précédents ou par retrait lignager. A cette succession sont appelés d'abord les descendants. A leur défaut les ascendants étaient exclus, et cette règle à l'origine ne souffrait aucune exception ; donc après les descendants venaient les collatéraux, même très éloignés ; en leur absence, les biens tombaient en déshérence, c'est-à-dire se divisaient entre le seigneur justicier et les établissements de bienfaisance (3).

b) La règle *Paterna paternis, materna maternis* signifie que les propres paternels ne peuvent passer qu'à des parents paternels et que les propres maternels ne peuvent passer qu'à des parents maternels. Elle provient des formules d'inféodation du premier

(1) Coutume de Paris, art. 313 et 315.

(2) ROUSSILLE, *Traité de la dot* (1785), chap. xxiii, section II, § 3.

(3) R. GAILLEMER, *Confiscation et administration des successions par les pouvoirs publics au Moyen-Age*, 1901.

type que nous avons rapporté *supra* et qui contiennent une substitution au profit de ceux qui sont compris dans la clause ou la formule. Pour succéder à un fief, il fallait être dans la ligne du fief, être le lignager du défunt par rapport au fief. Ce système s'est étendu d'abord des fiefs aux censives, puis plus tard aux alleux. Rigoureusement appliquée, cette règle aurait conduit à décider que faute de lignagers, le fief fait retour au seigneur précédent. Mais, dans l'intérêt de la famille, le seigneur avait été écarté, et les autres parents du défunt, même non lignagers, avaient été appelés à la succession du défunt, sauf dans certaines Coutumes de l'Ouest, particulièrement attachées à la féodalité (Bretagne, Maine, Normandie) (1).

Dans l'application de la règle, la plupart des Coutumes n'étaient pas d'accord sur la détermination exacte des lignagers qui formaient les héritiers aux propres. Un grand nombre de systèmes avait cours ; mais les trois principaux, dont les autres n'étaient que des variantes, étaient ceux des Coutumes souchères, des Coutumes lignagères, enfin des Coutumes de simple côté.

Le système le plus restrictif dans l'application de la règle *paterna..... etc.*, était celui des Coutumes souchères : pour hériter d'un propre, il fallait être

(1) BRISSAUD, p. 1541 et VALLIER, *Thèse*, § 62.

descendant du premier concessionnaire ; il ne suffisait pas d'être son parent ; il fallait se rattacher par la ligne directe à la souche, d'où le nom de ces Coutumes. Dans ce système, le frère du premier concessionnaire ne succède jamais. D'autre part, si nous supposons que le *de cujus* Secundus soit le fils de l'acquéreur Primus et que Secundus laisse en mourant son oncle paternel frère de Primus et un neveu, issu d'un frère germain ou consanguin d'un second lit, le petit-neveu écartera l'oncle du défunt. S'il n'y a pas de descendant du concessionnaire primitif, la succession aux propres ne s'ouvre pas.

Le système des Coutumes lignagères est plus large : ces Coutumes admettent à l'héritage des propres les parents même en ligne collatérale du premier concessionnaire. Il suffisait de prouver sa parenté avec la souche, ce qui obligeait parfois à établir des généalogies compliquées.

Enfin, le système le plus simple était celui des Coutumes de simple côté : il suffisait pour succéder d'être parent du côté du propre auquel on prétend. Il n'est pas nécessaire d'être parent du premier concessionnaire ; il suffit d'être le plus proche parent du défunt du côté de son père ou du côté de sa mère, suivant que les propres sont paternels ou maternels.

Mais, dans toutes les Coutumes, une fois les lignagers déterminés, ils ne venaient pas tous à la succes-

sion ; c'était seulement le plus proche parent du défunt qui recueillait les propres (1).

3° *La succession aux propres nobles* obéissait à certaines règles qui se rattachaient à des considérations politiques ou militaires, et qui, à l'origine, étaient au nombre de quatre : *a*) Exclusion des femmes, ou privilège de masculinité ; *b*) exclusion des ascendants, *feudum non ascendit* ; *c*) exclusion des collatéraux dans une certaine mesure ; *d*) le privilège de primogéniture.

a) Le privilège de masculinité s'est effacé en ligne directe, sauf dans quelques Coutumes comme celle de Normandie (art. 249), mais il s'est maintenu généralement en ligne collatérale. Dans beaucoup de Coutumes, notamment celle de Paris (art. 25) et d'Orléans (art. 99) on trouve la règle suivante : « En succession de fief en ligne collatérale, le mâle foreclot la femelle à égalité de degré (2). »

b) Le droit féodal primitif excluait les ascendants ;

c) Il excluait également les collatéraux quand ils n'étaient pas compris dans la formule d'inféodation.

d) Le privilège de primogéniture ou droit d'aînesse ne se rencontrait en principe que dans les successions en ligne directe et toujours au profit de l'aîné

(1) Coutume de Paris, art. 326.

(2) LE BRUN, *Traité des successions*, livre II, chap. II, section II, § 1.

des enfants mâles. Toutefois, certaines Coutumes d'esprit plus féodal admettaient le droit d'aînesse même en ligne collatérale (1).

Si l'on veut caractériser d'une manière générale le droit des collatéraux d'après les Coutumes, on peut dire que la conception sociale de la famille jointe à des considérations politiques, avait abouti à consacrer une vocation héréditaire très étendue au profit des parents. La dévolution successorale est fondée avant tout sur le droit des membres de la famille à l'intégralité du patrimoine familial. Dans cette conception l'individu ne compte que comme membre d'une famille déterminée, il est donc juste que, quel que soit son degré de parenté avec le défunt, il ait droit à l'intégralité des biens que celui-ci a laissés. La collectivité n'accomplissant guère de fonctions sociales au profit de l'individu isolé, ne saurait prétendre à un droit de succession tant qu'il y a des parents dont le lien généalogique peut être établi avec le défunt. Le système de conservation des biens dans les familles commande que les biens venus des parents restent aux autres membres de la famille : « L'individu était comme absorbé par le groupe où il était né : possédant pour la famille, l'individu avait pour héritiers, des héritiers qui recevaient des

(1) Coutumes d'Artois, de Chauny, de Péronne, de Pontthieu, du Vermandois au Nord ; d'Anjou, de Bretagne, du Maine, de Poitou et de Touraine à l'Ouest.

biens pour la famille (1). » On comprend dès lors que malgré leur éloignement les parents possèdent toujours une vocation héréditaire et que les Coutumes aient rarement accordé au seigneur ou au roi une préférence sur les parents les plus éloignés du défunt (2). Au contraire, le droit romain, qui donnait principalement comme fondement à la dévolution successorale l'affection présumée du défunt, devait arriver à un résultat différent ; avec un semblable point de départ, la limitation de l'ordre successoral à un certain degré s'imposait, sauf une controverse sur la question de savoir à quel point exactement il fallait arrêter la succéssibilité.

Mais, peut-être par imitation de la pratique suivie dans les pays coutumiers, le droit écrit avait fini par admettre assez facilement la succéssibilité d'un parent à quelque degré qu'il fût, à charge par lui de prouver sa parenté ; ce que Maynard estimait aisé à dire, mais impossible à faire (3). Ainsi l'adage en vigueur dans les pays de coutume *fiscus post omnes parentes etiam in centesimo gradu*, avait fini par s'infiltrer dans les régions de droit écrit, probablement en raison de l'attachement de la société

(1) VALLIER, *Le fondement du droit successoral en droit français*, Thèse, Paris, 1902, p. 101.

(2) BRISSAUD, p. 1550.

(3) *Notables et singulières questions de droit écrit jugées au Parlement de Toulouse*, livre VI, chap. cx.

d'alors à l'idée de conservation des biens dans les familles.

Quel accueil cette conception de la vocation successorale allait-elle trouver chez les hommes de la Révolution ?

SECTION II

La succession collatérale dans le droit intermédiaire

Les modifications apportées, dès le début de la Révolution, à la condition des personnes dans la société et dans la famille, et au régime foncier, devaient fatalement exercer leur répercussion sur le droit des successions. Il faut distinguer, à cet égard, deux phases dans l'histoire de la Révolution : les réformes de l'Assemblée Constituante, puis celles de la Convention.

Première phase : *L'œuvre de la Constituante*. — La succession avait jusqu'alors servi à consolider un régime aristocratique. Elle va être désormais utilisée pour l'établissement d'un régime démocratique.

La Constituante supprima, tout d'abord, le droit d'aînesse et les différents privilèges successoraux qui étaient inconciliables avec l'avènement d'insti-

tutions démocratiques. Le droit de déshérence fut enlevé au seigneur, par un décret du 12 juillet 1790 et transféré à l'Etat. Mais il ne semble pas que dans cette première phase la question de limitation de la successibilité ait été discutée. Sans doute, toutes les inégalités entre héritiers ont été supprimées, mais la Constituante a maintenu la distinction des propres et des acquêts, avec ce corollaire que toute personne pouvant prouver sa parenté avec le défunt doit être appelée à recueillir les avantages pécuniaires de sa qualité de parents. L'idée qu'elle paraît défendre, est que les membres de la société n'ont aucun droit à être choisis les uns plutôt que les autres à la succession laissée par le défunt. Dans ces conditions, il semble naturel de laisser les prérogatives de l'héritage aux membres de la famille. L'Etat abandonne son droit héréditaire aux parents du défunt. « La société a compris que, si les biens abandonnés par la mort de leurs possesseurs ne doivent pas servir à grossir les fonds publics, que s'il faut à ceux qui disparaissent d'entre les vivants des successeurs particuliers qui les remplacent dans leur possession, ces successeurs ne pouvaient être pris que dans la famille même qui était en quelque sorte copropriétaire de ces mêmes biens. La société a senti que les propriétés étant durables, tandis que les propriétaires périssent, la succession de père en fils était le seul moyen raisonnable de représenter le premier

acquéreur des biens. La société a senti que c'était moins ici une nouvelle prise de possession par voie d'héritage qu'une continuité des mêmes jouissances et des mêmes droits résultant de l'état précédent de communauté. Enfin, la société a senti que, pour transférer les biens d'un défunt hors de la famille, il faudrait dépouiller cette famille pour des étrangers et qu'il y aurait à cela ni raison, ni justice, ni convenance (1). »

Seconde phase : *L'œuvre de la Convention*. — L'œuvre principale de la Convention fut la fameuse loi du 17 Nivôse an II. Cette loi devait faire partie du Code civil qui était en préparation, mais l'achèvement de ce Code se faisait beaucoup attendre. Les deux projets de Cambacérès avaient été repoussés, et le besoin d'une loi successorale, appropriée au nouvel état social, s'imposait. Les Tribunaux ne pouvaient concilier les anciennes Coutumes restées en vigueur avec les mesures déjà prises par la Révolution. Aussi, le 7 mars 1793, la Convention résolut de détacher du projet du Code civil le titre des successions pour le promulguer comme loi séparée. De là la loi du 17 Nivôse an II. Cette loi supprime la distinction des propres et des acquêts et réalise l'unité du patrimoine héréditaire (art. 62). Elle distingue

(1) MIRABEAU, *Discours lu, après sa mort, à la Constituante le 20 avril 1791, Archives Parlementaires*, t. XXIV, p. 510.

trois ordres d'héritiers : les descendants, les ascendants et les collatéraux. La représentation est admise à l'infini même en ligne collatérale. C'est seulement dans l'ordre des ascendants qu'elle est écartée. De plus, lorsque les ascendants se trouvent en présence des collatéraux du défunt (ses frères, cousins germains) qui descendent d'eux, ascendants, ils sont exclus par ces héritiers plus jeunes. Cette règle s'explique par deux raisons : on a d'abord érigé en principe l'adage « place aux jeunes » ; on suppose, non sans quelque raison, qu'en présence des perturbations politiques, les anciens garderont une préférence pour le régime aboli ; les générations nouvelles se rallieront au contraire plus facilement aux institutions révolutionnaires (1). Puis la Révolution poursuit le morcellement des fortunes, considéré par Mirabeau comme le moyen d'encourager les mariages et d'accroître la population (2).

Le troisième ordre d'héritiers comprend les collatéraux, et le système suivant est adopté quant à leur vocation héréditaire : chaque héritier collatéral est classé dans la ligne de descendance qui le rattache au tronc commun, c'est-à-dire à l'un des ascendants du défunt. Une première série généalogique a pour tête de ligne le père : elle comprend les frères et

(1) BRISSAUD, p. 1553.

(2) MIRABEAU, Discours précité.

sœurs, les neveux, etc... ; dans une seconde partant du grand-père se rangent les cousins germains, etc. L'intérêt de cette classification est d'établir un ordre de préférence, non d'après le degré de chaque héritier pris individuellement, mais entre les lignes généalogiques elles-mêmes.

Chacune de ces séries parallèles constitue comme un ordre d'héritiers préférable à la série suivante. C'est, en somme, le système des parentèles qui se trouve appliqué, en ligne collatérale, par la loi de Nivôse (1). Les frères et sœurs des descendants, issus du père, primeront tous les collatéraux issus d'un ascendant plus éloigné ; si le défunt laisse un neveu et un oncle, l'oncle est primé par le neveu.

Enfin, la loi de Nivôse admet, nous l'avons dit, le système de la représentation à l'infini en ligne collatérale (art. 77), et le principe de la fente ou de la division de la succession entre les deux lignes (ce dernier non dans l'ordre des ascendants, mais dans celui des collatéraux, ce qui constitue une différence avec le Code civil). Dans l'ordre des ascendants, on ne tient compte que de la proximité du degré (art. 71) pour tous les ascendants quelconques, sans distinction entre les deux lignes. La loi de Nivôse s'écarte, à cet égard, de la tradition coutumière, et semble bien (art. 82, 83) rattacher la fente plutôt à la repré-

(1) BRISSAUD, p. 4553.

sensation qu'au concept de la conservation des biens dans les familles.

Par l'effet de la fente, la portion de la succession du défunt, qui va au père, sera attribuée, par la suite, à tous les descendants de ce dernier, la moitié recueillie par la mère ira aussi plus tard aux descendants de celle-ci. La fente n'est donc qu'une représentation élargie dans le système de la loi de Nivôse (1).

Quant à la restriction de la successibilité, elle se posa à la Convention et elle y fut discutée. Saint-Just voulait faire revenir les biens à l'Etat le plus fréquemment possible ; aussi écartait-il le conjoint survivant et les collatéraux autres que les frères et sœurs (2). De son côté, Durand Maillard proposait de faire concourir l'Etat avec les successibles : l'Etat aurait pris un douzième de la succession en présence de parents au septième degré, la moitié en présence du conjoint et la totalité en présence des autres parents. Mais ce projet ne fut pas adopté, car la majorité de l'opinion ne voulait pas à cette époque entendre parler de droits de succession conférés à l'Etat. Mirabeau lui-même avait déclaré que les biens abandonnés par la mort de leur possesseur ne doivent pas servir à grossir les fonds publics (3). Ainsi

(1) Contra — VALLIER, p. 229 et s.

(2) *Institutions républicaines de Saint-Just*, Buchez et Roux, t. XXXV, p. 304.

(3) Discours précité.

la loi de Nivôse n'a apporté aucune limite au droit de successibilité ; elle n'arrête point comme le Code civil la vocation successorale au douzième degré ; elle se prononce pour l'admission des héritiers à l'infini.

Malgré la séparation générale avec le passé, le législateur de Nivôse s'est donc montré véritablement, sur ce point, le continuateur des idées qui avaient triomphé dans les pays coutumiers comme dans les régions de droit écrit.

Comme les anciens Parlements et les vieux juriconsultes, la Convention se préoccupa d'éliminer le fisc le plus possible. A défaut de parent dans l'une des deux lignes, la totalité de la succession est déferée aux parents de l'autre ligne, si éloignés qu'ils soient par rapport au défunt (1) : « On voulut avant tout conserver les biens aux individus, et, plutôt que de les faire revenir à l'Etat, les attribuer à tout parent qui pourrait invoquer sur eux la plus petite parcelle, le plus faible semblant de droit. » Le droit successoral, en effet, est fondé sur l'intérêt social, et la Convention estimait que cet intérêt commandait d'attribuer les biens aux parents et non à l'Etat. Elle s'est bornée, en somme, à protéger la famille contre les caprices individuels.

(1) VALLIÈRE, p. 482.

CHAPITRE II

LE RÉGIME SUCCESSORAL DU CODE CIVIL LA DÉVOLUTION COLLATÉRALE ET SON FONDEMENT

Les rédacteurs du Code civil sont partis de cette idée que, lorsqu'un individu meurt sans testament, la loi doit suppléer la volonté qui ne s'est pas exprimée et régler la transmission des biens du défunt, comme il est presumable qu'il en eût disposé lui-même. « A défaut de disposition de l'homme, la loi distribue ses biens selon ses vues présumées d'affection » (1). Le législateur pose en principe que ce sont les membres de la famille qui doivent être appelés à la succession *ab intestat* ; d'ailleurs la volonté du défunt n'aurait vraisemblablement pas organisé une autre dévolution de ses biens : « La loi ne peut évidemment reconnaître d'autres héritiers légitimes que les parents du défunt pour les biens dont il n'a pas

(1) JAUBERT, *Discours au corps législatif*, FENET, *Recueil des Travaux préparatoires du Code civil*, t. I, p. 111 et 125.

disposé lui-même ; il répugnerait à la raison qu'elle préférât des étrangers aux parents. Les familles sont les premières sociétés que la nature ait formées entre les hommes ; elles sont la source et la base de la grande société civile ; il est donc dans les intérêts de l'ordre social de respecter les liens qui unissent les membres de la famille, de les fortifier, de les étendre et le moyen le plus sûr à cet égard, c'est d'établir la successibilité entre les parents » (1).

Donc, le fondement de la dévolution successorale dans le Code civil repose sur la volonté présumée du défunt, en ce sens que la loi lui donne pour héritiers « ceux qui auraient été les sujets de son propre choix, et l'on doit supposer naturellement qu'il aurait choisi ses propres parents » (2).

Mais on se tromperait gravement en affirmant que c'est la succession *ab intestat* elle-même qui s'appuie sur la volonté présumée du défunt ; l'hérédité *ab intestat* n'a d'autre fondement que l'intérêt social. La société est intéressée à ce que l'esprit d'initiative et d'entreprise se développe chez les individus qui la composent. Or, le meilleur stimulant de l'activité individuelle est la perspective pour l'individu qui travaille de laisser le fruit de son labeur aux êtres qui lui sont chers. Là seulement doit être cher-

(1) *Discours de Chabot au Tribunal*, FENET, t. XII, p. 167.

(2) CHABOT, *Rapport au Tribunal*, LOCRÉ, *Législation civile, commerciale et criminelle de la France*, t. V, p. 107.

ché le fondement du droit successoral *ab intestat*. Tout différent est le fondement de la dévolution, une fois que le principe de l'hérédité est admis. En organisant la dévolution, la loi considère comme de l'intérêt social qu'elle soit établie conformément aux affections présumées du défunt, et aux devoirs familiaux dont vraisemblablement chaque individu tient à assurer le respect. Si telle est la base de la dévolution, il en résulte nettement que les héritiers ne peuvent pas être cherchés en dehors de la famille. Tel est bien, en effet, le principe qui est posé par le Code civil (art. 731) : la dévolution s'opère selon la parenté ; le Code ne considère que la parenté sans tenir compte d'autres éléments ; il ne se préoccupe ni de la nature ni de l'origine des biens. Le Code répartit les parents en quatre ordres : à l'intérieur de chaque ordre s'applique la règle de la proximité du degré, et les inconvénients de cette règle sont corrigés par deux théories fondamentales : celle de la représentation et celle de la fente ou division de l'héritage entre les deux lignes. Ainsi le Code civil a préféré la conception romaine des ordres d'héritiers au système des parentèles consacré par la loi de Nivôse.

Cependant ce dernier système est plus simple ; il aboutit à un classement méthodique : la succession va d'abord aux descendants, puis aux père et mère et à leurs descendants, aux aïeuls et à leurs descen-

dants, etc. De plus, il offre cet incontestable avantage que le prédécès ou la survie d'un parent à un autre dans la famille n'exercent aucune influence sur le résultat final de la dévolution (1). Au contraire, avec le système romain des ordres d'héritiers, la dévolution des fortunes n'est plus la même, selon que l'un ou l'autre des parents a survécu ou non au défunt. Ainsi, en supposant qu'une personne laisse son grand-père comme héritier plus proche, celui-ci recueillera les biens et pourra les transmettre à sa mort au cousin germain du défunt. Tandis que, au cas de prédécès du grand-père et de survivance du bisaïeul, les cousins germains seront exclus par le bisaïeul et, à la mort de ce dernier, les biens passeront en partie à des collatéraux qui n'auraient rien recueilli si l'aïeul eût survécu. Au contraire avec le système des parentèles, le patrimoine ne sera pas attribué suivant les hasards du décès à tels ou tels successibles. Dans notre exemple, que le grand-père survive ou soit prédécédé, les biens du *de cujus* passeront de toute manière aux cousins germains, parce que, se trouvant dans la parentèle qui les rattache au défunt par les aïeuls, ils excluent les bisaïeuls et tous les collatéraux qui descendent de ces derniers. Le système germanique se présente donc à la fois comme plus

(1) HÜBER, *Exposé des motifs de l'avant-projet du Code civil suisse, texte français*, Berne, 1901, t. II. *Des successions*, p. 8.

simple et plus rationnel : il n'est pas modifié dans son application par des événements qui échappent à la volonté de l'homme.

Il a été cependant écarté par les auteurs du Code civil pour deux motifs principaux : 1° Il aboutissait à un morcellement indéfini des héritages, c'est la caractéristique de la représentation à l'infini qui est le propre de la dévolution parentélaire et qui multiplie le nombre des successibles. 2° Le système des parentèles est contraire à la conception traditionnelle de la famille telle qu'elle s'est formée et persiste en France depuis des siècles. La dévolution parentélaire conduit à la préférence des frères et sœurs aux grands parents du défunt, et aussi à l'exclusion du bisaïeul par le cousin germain (petit-fils de l'aïeul du défunt). Or, ce dernier résultat ne paraît pas pouvoir être facilement accepté : il froisse trop le sentiment de la famille et la moyenne des idées qui règnent actuellement dans notre pays sur les devoirs entre parents. Le lien qui unit les divers parents de la ligne directe les uns aux autres paraît certainement plus étroit que celui qui rattache le défunt à ses collatéraux ordinaires, même au degré de cousins germains. La preuve en est dans l'organisation de l'obligation alimentaire ; elle existe à l'infini et à titre de réciprocité en ligne directe, mais non en ligne collatérale. L'objection élevée sur ce point contre le système des parentèles est si grave qu'on

n'a pas osé l'écarter. Les défenseurs les plus convaincus de la dévolution parentélaire (1) se bornent à affirmer que l'hypothèse sera peu fréquente d'un bisaïeul qui survive, seul dans la ligne directe ascendante (2). Mais ce n'est pas une réponse : il suffit que le cas soit possible pour qu'il se présente et le respect de la conception dominante en France sur les devoirs familiaux commande de rejeter un système qui les méconnaît d'une manière si choquante.

Il paraît également impossible d'admettre l'exclusion des frères et sœurs par les père et mère. On dit que dans l'ordre des affections du défunt, les frères et sœurs ne viennent certainement qu'après les mère et père et le Code civil le reconnaît dans une certaine mesure en ne leur attribuant ni réserve, ni créance alimentaire dans leurs obligations réciproques (2). Mais il est facile de répondre que l'exclusion complète des frères et sœurs par les père et mère est encore en opposition avec les idées courantes en France sur les devoirs de famille. L'une des causes qui ont contribué à rendre impopulaire la loi de Nivôse a été incontestablement l'exclusion qu'elle prononçait contre les père et mère en face de frères et sœurs. Mais il n'est pas douteux que l'admission de

(1) FLINIAUX, dans ce sens, *Le système des parentèles comme mode de dévolution de la succession « ab intestat »*, Thèse, Paris, 1906.

(2) FLINIAUX, p. 203.

la règle inverse ne soulèverait pas moins de protestations. En réalité, toute personne confond dans une même affection ses père et mère et ses frères et sœurs : les parents qui forment ce groupement étroit ont partagé longtemps la même existence et vécu ensemble de longues années au même foyer : là est le noyau irréductible de l'unité familiale. Il est donc impossible d'exclure certains d'entre eux, les frères et sœurs, au profit des père et mère ; tout au plus pourrait-on accepter qu'en raison de la prépondérance qui est toujours revenue aux père et mère dans la direction de la famille *stricto sensu*, et des moyens d'enrichissement qu'ils ont donnés à leurs enfants par l'éducation, une part plus large dans la succession du défunt fût accordée à ses auteurs. Telle est la solution à laquelle s'est arrêté, le Code civil hollandais ; il fait varier la part des père et mère d'après le nombre des frères et sœurs du *de cujus* ; par exemple, en cas de survie des père et mère, la part de chacun d'eux sera d'un tiers de la succession, si le défunt ne laisse qu'un frère ou une sœur ; elle sera d'un quart s'il en laisse plusieurs (art. 901). En cas de prédécès du père ou de la mère, le survivant aura la moitié de la succession, si le défunt ne laisse qu'un frère ou une sœur ; le tiers s'il en laisse deux, et le quart s'il en laisse davantage (art. 902). Mais il ne nous semble pas d'une bonne législation, tout au moins en France, de sacrifier complètement,

à l'exemple du Code civil allemand (par. 1925), les droits des frères et sœurs au profit des père et mère.

Après avoir donné la préférence au système latin des ordres d'héritiers sur celui des parentèles, les rédacteurs du Code ont adopté quatre ordres d'héritiers dans la famille légitime : les descendants, les ascendants privilégiés (père et mère) en concours avec les collatéraux privilégiés (frères et sœurs et descendants d'eux), les ascendants ordinaires et enfin les collatéraux ordinaires. D'autre part, un principe général domine la dévolution héréditaire (l'ordre des descendants étant mis à part) : c'est le principe de la fente, vestige de l'ancienne règle *paterna paternis materna maternis* qui ne pouvait coexister, dans sa teneur ancienne, avec la conception de l'unité de patrimoine, empruntée aux idées romaines contrairement à la théorie coutumière de la pluralité des patrimoines successoraux, en tenant compte de la nature et de l'origine des biens. La règle de la fente s'explique dans le Code civil comme le moyen de conserver dans les familles les biens qui en proviennent. Ils ont présumé que les deux branches paternelle et maternelle ont contribué par des apports à peu près égaux à constituer le patrimoine dont disparaît le propriétaire ; dès lors, rien de plus naturel que la division du patrimoine entre les deux lignes de parents auxquelles se rattache le défunt. La fente a pour résultat d'établir un concours entre les ascen-

dants ou les collatéraux d'une ligne et les ascendants ou les collatéraux d'une autre ligne jusqu'au douzième degré inclusivement.

Dans chaque ligne, un ascendant à quelque degré qu'il soit prime les collatéraux, et entre collatéraux seuls en concours, la part revenant aux représentants d'une ligne est dévolue au parent le plus proche du défunt.

La rigueur de la fente est d'ailleurs modifiée par l'article 754 : dans le cas où le parent le plus proche dans une ligne est un ascendant privilégié, l'autre ligne ne comprenant que des ascendants ou collatéraux ordinaires, le père ou la mère survivant recueille l'usufruit du tiers des biens qui sont dévolus à l'autre ligne ; l'on donne ainsi satisfaction à l'existence d'un lien familial plus étroit qui unit au défunt l'ascendant au premier degré.

La règle de la fente s'applique aussi à l'égard des frères et sœurs et de leurs descendants lorsqu'ils sont seuls appelés à la succession d'un d'entre eux et qu'ils ne sont pas tous issus du même lit. Le partage des biens qu'ils recueillent s'opèrerait sans doute par égales portions s'ils étaient germains ; mais, nés de mariages différents, les consanguins et les utérins ne prennent part que dans leur ligne. De sorte que finalement la vocation héréditaire se décompose en trois éléments : l'ordre, la ligne et le degré (1).

(1) Voir sur le caractère de la fente dans le Code civil, MAL-

Ces principes généraux étant indiqués, voici brièvement l'organisation de la succession collatérale dans le Code civil : le Code distingue deux catégories de collatéraux, il met à part les frères et sœurs ainsi que leurs descendants (ce sont les collatéraux privilégiés), le surplus forme la ligne collatérale ordinaire.

1. *Ordre des collatéraux privilégiés.* — Les frères et sœurs et leurs descendants (que ceux-ci viennent de leur chef ou par représentation) excluent tous les autres collatéraux et aussi tous les autres ascendants sauf les père et mère.

Lorsque les frères et sœurs ou leur descendants concourent avec les père et mère, la succession se divise en deux moitiés, dont l'une va aux auteurs du défunt, et l'autre aux frères et sœurs ou descendants d'eux (art. 748, 749 et 751). Si l'on prenait cette règle à la lettre, on pourrait croire qu'il n'y a pas une succession unique mais deux successions parallèlement attribuées à chaque groupe, et de ce point de vue résulteraient les conséquences suivantes : 1° lors du partage, il faudrait d'abord constituer deux lots, puis le lot attribué aux père et mère serait l'objet d'un second partage entre eux ; 2° si l'un des auteurs faisait défaut, sa part devrait accroître celle de l'autre. Mais ces déductions seraient inexactes : l'art. 748 est mal

VILLE, *Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'Etat*, 1822, t. II, p. 206.

rédigé : en réalité, la loi n'accorde pas la moitié de la succession aux père et mère conjointement, mais à chacun distributivement un quart. Par suite, l'absence de l'un des deux auteurs du défunt ne profite pas à l'autre : il n'y a pas, en d'autres termes, de vocation collective au profit des ascendants privilégiés; ceux-ci ne constituent pas un ordre distinct de successibles : l'ordre appelé, après les descendants, est représenté à la fois par eux et par les frères et sœurs ou leurs descendants ; le père et la mère n'ont chacun qu'une vocation individuelle (art. 751).

A défaut de père et de mère du défunt, la succession tout entière va aux frères et sœurs ou à leurs descendants. Voici brièvement le caractère et les conditions de cette dévolution : 1° La loi donne vocation aux frères et sœurs sans distinguer entre les consanguins, les utérins et les germains. Le Code n'a pas admis le privilège du double lien ; — 2° L'ordre des collatéraux privilégiés comprend les descendants à l'infini des frères et sœurs avec admission de la représentation à l'infini ; par conséquent (art. 742) les descendants des frères et sœurs excluent tous les héritiers des autres ordres et concourent avec le père et la mère du défunt. Il faut bien comprendre d'ailleurs le rôle de la représentation en ligne collatérale privilégiée, la représentation n'intervient et ne produit vraiment ses effets qu'à l'intérieur de l'ordre des collatéraux privilégiés et pour modifier la

règle de la proximité du degré, au cas où, parmi les frères et sœurs, certains sont morts laissant une postérité ; mais il n'y a point à faire appel à la représentation dans les rapports entre l'ordre des collatéraux privilégiés et les autres ordres d'héritiers. En d'autres termes, les descendants des frères et sœurs ont les mêmes droits que leurs auteurs, même s'ils succèdent de leur chef. Il est vrai que l'article 750 parle des représentants des frères et sœurs ; mais il n'emploie pas cette expression dans son sens technique (1). Les descendants de frères ou sœurs renonçants ou indignes excluent les ascendants ou les collatéraux ordinaires parce qu'en leur qualité de neveux ou nièces, etc., ils font partie de l'ordre des collatéraux privilégiés. Par rapport aux héritiers des autres ordres, la représentation n'est pas en jeu.

Elle intervient au contraire dans les rapports des descendants des frères et sœurs entre eux, pour atténuer l'application trop rigoureuse du principe de la proximité du degré, et elle aboutira à ses conséquences ordinaires, notamment au partage par souches.

Elle se justifie d'ailleurs par l'idée que l'affection témoignée par le défunt à ses frères et sœurs porte un caractère collectif plutôt qu'individuel : elle s'adresse

(1) BAUDRY et WAHL, *Traité des successions*, 3^e édit., 1905, t. I, n° 366.

à l'ensemble du groupe ; les frères et sœurs étaient en effet unis au défunt par une communauté de vie, surtout pendant leur enfance. Le Code n'a donc pas admis que le décès de l'un des collatéraux privilégiés laissant une postérité fût la cause d'une répartition inégale de la succession à laquelle lui-même aurait pu prétendre.

II. *Ordre des collatéraux ordinaires.* — En l'absence de collatéraux privilégiés, la succession va aux collatéraux ordinaires ; mais ici s'applique la règle de la division de la succession entre les deux lignes, la fente. Dans chaque ligne la loi appelle d'abord l'héritier le plus proche du défunt. Ceux qui sont au même degré succèdent par tête (art. 753). Mais à noter toutefois que dans chaque ligne les ascendants priment les collatéraux. Il n'y a pas de représentation, et le partage s'opère par tête entre les ayants droit. Enfin à la différence de la loi du 17 nivôse an II (art. 75 et s.) le Code arrête la successibilité au 12^e degré (art. 755). Pour quels motifs le législateur de 1804 est-il allé jusque-là et pourquoi pas plus loin ?

Et d'abord, si les auteurs du Code civil n'ont pas allongé au delà de cette limite la ligne des parents qui peuvent invoquer un droit héréditaire, c'est que la parenté devient de plus en plus difficile à prouver à mesure qu'elle s'éloigne de celui dont on revendique l'héritage.

« Admettre la successibilité des parents au 14° ou 16° degré, a dit le tribun Siméon, ce serait rendre possibles des procès sans nombre, multiplier les embarras et les partages » (1). Une attribution de propriété faite à des parents si éloignés ne présenterait aucun caractère de stabilité. Le possesseur actuel des biens serait toujours à la merci d'une revendication de la part de personnes qui se prétendraient unies par des liens plus étroits à celui dont il détient le patrimoine. Et alors apparaissent, même pour les tiers, les inconvénients économiques d'une propriété qui n'est pas irrévocablement assise ; les aliénations seraient entravées par la perspective d'une résolution possible des droits de l'aliénateur. Celui-ci serait également privé de la faculté de faire appel au crédit, la fragilité de son titre inspirant de la défiance aux capitalistes.

Les rédacteurs du Code civil ont considéré qu'en limitant l'héritage au 12° degré, il est encore relativement facile à l'héritier de rapporter la preuve du droit dont il est investi.

A un autre point de vue le législateur de 1804 n'a pas cru possible d'aller plus loin dans la série des personnes qui se rattachent au défunt. La dévolution successorale est en effet fondée, dans le Code civil, sur le respect d'un devoir de famille et accessoirement

(1) FENET, t. XII, p. 229.

sur l'idée de la conservation des biens à ceux dont ils proviennent. Or, comment soutenir que le défunt puisse être lié par des sentiments d'affection ou même de sympathie à des parents trop éloignés pour qu'il puisse les compter au nombre des membres de sa famille et qu'il n'a peut-être jamais connus? En outre, prétendre que ces collatéraux si lointains ont collaboré à l'acquisition des biens qui ont formé la fortune du défunt est également invraisemblable. Par conséquent, au delà du 12° degré, on voit manquer à la fois les deux idées qui ont inspiré les rédacteurs du Code dans la réglementation des successions; par suite, la successibilité doit s'arrêter à ce point certain où les rapports de famille, déjà de plus en plus fragiles après plusieurs degrés, finissent par s'évanouir complètement (1). Tels sont les motifs pour lesquels le 12° degré a été choisi comme constituant une limitation raisonnable.

Cette conception législative est-elle bien exacte? Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, les rédacteurs du Code civil ont voulu certainement établir une transaction entre, d'une part, la tradition du droit écrit (limitation, en principe, au 10° degré) et même de certaines Coutumes, comme celle de Normandie (où l'on s'arrêtait au 7° degré) et, d'autre part, la règle établie par la plupart des pays de droit

(1) FENET, t. XII, p. 229.

coutumier où régnait l'adage *fiscus post omnes parentes*, ainsi que par la loi de nivôse. Puis, les auteurs du Code se sont peut-être fait de la famille une conception large, compatible avec l'extension des sentiments d'affection et des devoirs entre parents jusqu'au 12^e degré. Le douzième degré fut considéré alors comme constituant la limite approximative après laquelle disparaît définitivement le sentiment de famille. Mais dès la rédaction du Code civil cette conception a été critiquée. Maleville a protesté contre le choix du douzième degré, en déclarant « que la famille du défunt est composée de ses proches et non de parents au dixième degré, qu'il ne connaissait peut-être pas et auxquels il n'aurait eu garde de destiner ses biens (1) ». Au début du XIX^e siècle, l'opinion de Maleville demeura isolée, soit que les devoirs familiaux fussent plus vivaces qu'à l'époque contemporaine, soit que la part de l'Etat fût considérée comme suffisante avec la restriction au douzième degré. M. Ambroise Colin a écrit, en effet, que « le droit révolutionnaire, comme l'ancien droit, appelait la famille à l'infini et sans nulle limitation, à recueillir l'héritage ; dès lors le Code civil, en restreignant au douzième degré la successibilité des parents légitimes, peut être considéré comme faisant déjà une place nullement négli-

(1) *Analyse raisonnée*, t. II, p. 184.

geable au droit social en concours avec le droit familial (1). » Mais depuis 1804 les idées ont évolué : la conception de la famille n'est plus restée la même ; les critiques soulevées par l'art. 755 sont devenues plus nombreuses et plus acerbes : l'extension de la vocation successorale au douzième degré est aujourd'hui presque unanimement critiquée. Avant d'examiner les réformes que comporte à cet égard notre législation sur ce point, il convient de rechercher comment les lois étrangères, appelées à trancher la même difficulté, l'ont résolue.

(1) *Le droit de succession dans le Code civil*. Livre du centenaire, Paris, 1904, t. I, p. 323.

CHAPITRE III

LA SUCCESSION COLLATÉRALE DANS LES PRINCIPALES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Au point de vue de la dévolution de la succession aux héritiers collatéraux, les pays étrangers peuvent être rangés en trois groupes généraux : le système latin des ordres successoraux, le système germanique des parentèles, enfin le droit anglais.

Puis, en ce qui concerne la limite de la successibilité, la classification la plus logique paraît être celle des législations qui ne fixent aucune limite à la vocation héréditaire et des lois qui imposent, au contraire, une limite au droit d'hériter.

SECTION I

La dévolution de la succession collatérale en droit comparé.

§ 1. — *La dévolution collatérale dans le système latin des ordres successoraux.*

La législation successorale française, quant aux droits des collatéraux, s'applique de tout point à la Belgique, et presque intégralement à la Roumanie ; toutefois, dans ce pays, le partage par lignes n'est pas admis, de sorte que les ascendants excluent toujours les collatéraux non privilégiés, et le plus proche collatéral dans une branche prend toute la succession (1). En Hollande, la principale différence avec le droit français concerne les père et mère : ceux-ci ont droit à la totalité de la succession, s'il n'y a ni descendant ni frère ni sœur ; aux deux tiers, s'il n'y a qu'un frère ou une sœur, à la moitié s'il y a plusieurs frères et sœurs. Le père ou la mère survivant a la moitié de la succession en présence d'un

(1) ALEXANDRESCO, *Droit ancien et moderne de la Roumanie. Commentaire du Code civil roumain de 1865*, p. 155 et s.

frère ou d'une sœur ; le tiers s'il y en deux, le quart s'il y en a plus de deux (1).

Le régime *ab intestat* de la législation successorale italienne diffère du Code civil français notamment par la non-admission de la fente, sauf à l'égard des ascendants ordinaires qui se trouvent tous au même degré ; le premier ordre d'héritiers est d'abord celui des enfants légitimes et de leurs descendants, qui succèdent exactement comme en France. Un deuxième ordre est aussi formé, comme en droit français, des collatéraux privilégiés, seuls ou en concours, non plus comme en France, avec les père et mère seulement, mais avec un ou plusieurs ascendants d'un degré quelconque. S'il n'existe que des collatéraux privilégiés, ils se répartissent l'héritage par représentation. Dans le cas de survivance des père et mère ou seulement de l'un d'eux il y a partage par tête entre eux et les frères et sœurs, avec attribution au moins du tiers de la fortune à ces deux ascendants privilégiés ou au seul survivant des deux. S'il n'existe que des ascendants ordinaires et des collatéraux privilégiés, un concours s'ouvre entre eux ; et, d'après l'art. 740 *in fine*, « la part qui reviendrait aux père et mère vivants est déférée, à leur défaut, aux ascendants les plus proches, de la manière déterminée par l'article précédent » pour les

(1) Art. 901 et 902 du Code civil néerlandais de 1838.

père et mère). En d'autres termes, les ascendants ordinaires ont, en face des collatéraux privilégiés, les mêmes droits que les père et mère. Le troisième ordre comprend les ascendants quelconques existant seuls. Le quatrième ordre comprend les collatéraux ordinaires, qui succèdent sans distinction de ligne jusqu'au dixième degré inclus (art. 742).

Dans le nouveau Code civil espagnol de 1889, les ordres suivants sont hiérarchiquement appelés : 1° les descendants légitimes (art. 932) ; 2° les ascendants (935) : si un seul des père et mère survit, il prend toute la succession ; 3° les collatéraux privilégiés avec représentation ; 4° les collatéraux ordinaires, appelés selon la proximité de la parenté avec le défunt jusqu'au sixième degré inclusivement.

Au Portugal, le régime successoral est fixé par les articles 1968 et suivants du Code de 1867. La première classe de parents légitimes est composée des descendants ; la seconde des ascendants, avec cette observation que l'existence d'un ascendant même éloigné exclut absolument tous les collatéraux, y compris les frères et sœurs ; le troisième ordre se compose des frères et sœurs et de leurs descendants par représentation, mais la représentation est restreinte à l'hypothèse du concours de neveux au premier degré avec un frère ou une sœur du *de cujus* ; la représentation est écartée lorsqu'il n'existe que des neveux et elle l'est également s'il n'y a que des

petits-neveux : ceux-ci ne concourent pas avec leur grand-oncle ou leur oncle. En quatrième lieu vient l'époux survivant. Enfin les collatéraux ordinaires, jusqu'au dixième degré inclus, forment le cinquième ordre.

§ 2. — *La dévolution collatérale dans le système germanique des parentèles.*

Le Code civil allemand de 1900 régleme la dévolution des successions d'après le système des parentèles, tout en lui faisant subir quelques modifications. C'est ainsi qu'à partir de la parentèle des bisaïeuls, il n'y a plus de représentation et qu'à défaut de la parentèle des aïeuls l'époux survivant recueille toute la succession. La première parentèle est formée des enfants légitimes du défunt et de leurs descendants à l'infini (par. 1924). La deuxième parentèle comprend les père et mère du défunt et les descendants d'eux. Dans cet ordre il y a exclusion des frères et sœurs par les père et mère, si ces derniers survivent tous deux ; si le père ou la mère survit seul, le survivant prend la moitié de la succession, l'autre moitié allant aux frères et sœurs. Le principe des parentèles a donc reçu ici une importante dérogation, car ce principe, dans toute sa rigueur, commande que

la succession soit dévolue d'abord à l'ascendant qui est tête de ligne et ne passe que subsidiairement à sa descendance. La troisième parentèle est celle des grands-parents (par. 1926) ; ils partagent par tête ; la part des prédécédés échoit à leurs descendants, et, à défaut de descendant, soit à l'autre aïeul de la même ligne, soit à ses descendants s'il est lui-même prédécédé ; à défaut d'héritier dans une ligne, la succession passe en entier aux héritiers de l'autre ligne. La quatrième parentèle comprend les bisaïeuls du défunt et leurs descendants (par. 1928) ; les bisaïeuls survivants héritent seuls et par parts égales et sans distinction de ligne ; ce n'est qu'à défaut de l'un d'eux que leurs descendants peuvent être appelés à la succession. Parmi ces derniers, le plus proche exclut les autres : s'ils sont plusieurs du même degré, ils partagent par tête. La cinquième parentèle comprend les aïeux plus éloignés du défunt et leurs descendants (p. 1929). A partir de la quatrième parentèle, le Code civil allemand abandonne le partage par souche et le principe de la rente ; il revient au système pur des parentèles de l'ancien droit germanique ; de tous les parents qui font partie de la même parentèle, c'est la génération la plus proche qui est appelée, et les parents compris dans la même génération héritent par tête. On suit des principes analogues dans toutes les parentèles subséquentes ; le Code civil allemand n'admet d'ailleurs aucune

restriction à la successibilité qui se produit au profit de toutes les parentèles à l'infini.

En Autriche, le système des parentèles est fidèlement appliqué (art. 731 à 761 du Code de 1811). Les principes qui dominent la dévolution successorale du Code civil autrichien sont au nombre de deux : 1^o les parents qui descendent du même auteur commun que le défunt, c'est-à-dire qui appartiennent à la parentèle la plus proche excluent les parents qui font partie de parentèles plus éloignées ; — 2^o la représentation est admise à l'infini dans toutes les parentèles (1).

Dans la première parentèle, les enfants succèdent par parts égales et les petits-enfants représentent leur auteur prédécédé (art. 732). Dans la seconde parentèle, les père et mère du défunt sont appelés à la succession par parts égales (art. 735) ; ils excluent complètement les frères et sœurs du défunt. Ceux-ci et les enfants de frères et sœurs prédécédés ne viennent à la succession que comme descendants de leur auteur prédécédé, et on observe la règle du partage par souches comme pour la première parentèle (art. 735 et 736). Quand le père ou la mère sont prédécédés sans descendant, la totalité de la succession est dévolue à celui des deux qui a survécu, et, s'il est également prédécédé, à tous ses descendants,

(1) Voir FLINIAUX, p. 127.

d'après les mêmes règles (art. 737). — La troisième parentèle est celle des aïeuls. Ils ne viennent à la succession que quand les père et mère du défunt sont prédécédés sans postérité ; ils se partagent la succession : une moitié est dévolue aux aïeuls paternels et à leurs descendants ; l'autre moitié aux aïeuls maternels et à leurs descendants (art. 738). Chaque moitié est partagée également entre les représentants de chaque branche. Chaque aïeul reçoit donc un quart de la succession. La part de chaque ascendant défaillant est dévolue à ses descendants. Quand un aïeul de la ligne paternelle ou maternelle est prédécédé sans laisser de descendant, sa part est dévolue à l'autre aïeul de la même ligne, et, à son défaut, à ses descendants (art. 739). Quand les deux aïeuls de la ligne maternelle ou paternelle sont décédés sans laisser de descendant, la totalité de la succession est dévolue aux deux aïeuls de l'autre ligne et en leur absence à leurs descendants (art. 740). La sixième parentèle marque le dernier groupe de parents appelés à l'héritage. Il est incontestable qu'un pareil système conduit à un véritable émiettement des successions, mais il a pour lui le mérite de la simplicité, et très rares, paraît-il, sont en Autriche les procès soulevés par des questions de dévolution (1).

C'est à peu près la même législation qui est appli-

(1) FLINIAUX, p. 129.

quée en Hongrie, avec cette différence, toutefois, que l'on tient compte de l'origine des biens pour en régler la dévolution. Les biens appartenant en propre au défunt sont dévolus d'après le système autrichien des parentèles, mais avec application de la règle *paterna paternis, materna maternis*. Quant aux biens acquêts, ils sont partagés par moitié entre le conjoint survivant et les descendants du défunt; à défaut de ceux-ci ils reviennent au conjoint seul (1). Mais le droit successoral hongrois tend actuellement à être modifié par un projet de Code civil dont les premières assises datent de 1887, traduit en allemand en 1901 et qui traite de la vocation héréditaire *ab intestat* dans les par. 1804 à 1817 (2).

Ce projet appelle en première ligne les descendants, puis le conjoint survivant; à défaut, les père et mère, par moitié chacun et leurs descendants respectifs. En quatrième lieu, les quatre grands-parents, chacun pour un quart. Si l'un des quatre est prédécédé, ses descendants héritent de sa part et succèdent par souches. Si, dans une ligne, un des grands-parents n'a pas laissé de descendant, l'autre grand-parent de la même ligne hérite de sa part. Si les grands-parents d'une ligne n'ont laissé, ni l'un

(1) FLINIAUX, p. 186 et 189.

(2) Voir l'étude de M. SALERILLES, « Un compromis hongrois en matière successorale ». *Revue trimestrielle de droit civil*, 1910, p. 83 et s.

ni l'autre, de descendant, les grands-parents de l'autre ligne héritent chacun pour moitié (par. 1807). S'il n'y a ni grand-parent, ni descendant d'eux, les arrière-grands-parents héritent par parts égales. Si, en outre, il n'y a pas d'arrière-grand-parent, est héritier celui de leurs descendants qui est le plus proche parent en degré du défunt. Si plusieurs sont parents au même degré, ils héritent par parts égales (par. 1808 et 1809). A défaut de descendant, d'arrière-grands-parents, c'est le fisc qui est héritier (par. 1810 du projet).

La législation la plus récente du groupe germanique, le Code civil suisse du 10 décembre 1907, régit la dévolution des successions *ab intestat* dans les art. 457 à 466. Les rédacteurs de ce Code ont donné la préférence au système des parentèles ; la première parentèle est celle des descendants : « Les héritiers les plus proches sont les descendants : les enfants succèdent par tête ; les enfants prédécédés sont représentés par leurs descendants qui succèdent par souches à tous les degrés » (art. 457). L'art. 458 indique que la seconde parentèle est celle des père et mère. Ils succèdent par tête ; le père et la mère prédécédés sont représentés par leurs descendants qui succèdent par souches à tous les degrés. A défaut d'héritier dans l'une des lignes, toute la succession est dévolue aux héritiers de l'autre. La troisième parentèle est celle des grands-parents (art. 459) ; ils

succèdent par tête, dans chacune des deux lignes. Le grand-parent prédécédé est représenté par ses descendants, qui succèdent par souches à tous les degrés. En cas de décès, sans postérité, d'un grand-parent de la ligne paternelle ou maternelle, sa part échoit aux héritiers de la même ligne. En cas de décès sans postérité des grands-parents d'une ligne, toute la succession est dévolue aux héritiers de l'autre.

Le Code civil suisse arrête la successibilité à la troisième parentèle inclusivement. « Les grands-parents et leur postérité sont les derniers héritiers du sang ; toutefois les arrière-grands-parents ont droit à l'usufruit de la part qui eut été dévolue à leurs descendants, si ces derniers avaient survécu ; cet usufruit, en cas de prédécès, passe aux grands-oncles et grand'tantes du défunt » art. 460. Ce droit successoral en usufruit n'est accordé qu'aux arrière-grands-parents ; il ne dépasse pas la parentèle des bisaïeuls. D'autre part, la nue-propriété de la part dévolue aux bisaïeuls est attribuée à l'Etat. En cas de prédécès des arrière-grands-parents (hypothèse normale), la part à laquelle ils auraient eu droit en usufruit passe à leurs descendants, c'est-à-dire aux grands-oncles et grand'tantes du défunt. Mais cette dévolution en usufruit s'arrête à la première génération. Il s'agit donc, en réalité, d'une quatrième parentèle ; seulement elle est limitée à la fois dans son

étendue, puisqu'elle est restreinte à la première génération, et aussi quant à la nature des droits qui lui sont attribués, ces derniers ne consistant jamais qu'en usufruit.

§ 3. — *La dévolution collatérale en droit anglais.*

Le régime successoral anglais repose sur la distinction fondamentale de la succession immobilière et de la succession mobilière (1).

La dévolution *ab intestat* des immeubles est régie par des règles déjà inscrites, pour la plupart, dans le *Tractatus de legibus et consuetudinibus regni angliaë* de Glanville, écrit vers 1180. Elles ont été condensées dans l'*Act for amendment of the law of inheritance* de 1833, modifié en 1856 par le *Property amendment act*. La dévolution des immeubles a lieu d'après les principes du droit féodal, c'est-à-dire conformément au système des parentèles et en tenant compte des privilèges de masculinité et d'aînesse. L'individu duquel on part pour déterminer la parenté du successeur n'est nullement le *de cujus*, mais bien la personne qui, en remontant à partir du défunt, a fait entrer le bien dans la famille autrement que par droit d'héritage *ab intestat*. En d'autres termes, c'est la der-

(1) Voir, LEHR, *Éléments de droit civil anglais*, 2 vol., Paris 1906, 2^e éd. par Jacques Dumas.

nière personne en date qui a acquis le bien par échange, par achat, etc..., et la première qui l'ait incorporé au patrimoine familial ; on appelle cette personne le *last purchaser* ou dernier acquéreur.

L'héritage foncier est alors attribué selon l'ordre suivant, à compter de ce premier acquéreur : 1° les descendants du *purchaser*, la descendance mâle passant avant la descendance féminine et l'ainé des successeurs mâles et sa postérité prenant toujours la totalité de l'immeuble ; — 2° à défaut du fils aîné et de sa postérité, les fils suivants, selon l'ordre de leur naissance et leur postérité respective ; — 3° les filles au premier degré avec répartition par tête entre elles et leur postérité par représentation ; — 4° le père ; — 5° l'ainé des frères germains et la postérité ; — 6° les frères germains suivants, selon l'ordre de leur naissance et leur postérité respective ; — 7° les sœurs germaines et leur postérité par représentation ; — 8° les frères consanguins dans l'ordre de leur naissance et leur postérité respective ; — 9° les sœurs consanguines par tête et leur postérité par représentation ; — 10° le grand-père ; — 11° et 12° les frères et sœurs germains du père, puis les consanguins dans l'ordre et la manière sus-indiqués ; — 13° l'arrière-grand-père ; — 14° et 15° les frères et sœurs germains puis consanguins du grand-père avec leur descendance, et ainsi de suite en remontant d'ascendant paternel en ascendant paternel ; — 16° la mère

du plus reculé des ascendants paternels, ainsi que sa postérité d'un autre lit (1); — 17° la postérité issue d'un autre mariage de la mère ou de l'ascendant le plus éloigné; — 18° à 20° le père de cette femme, puis son grand-père et leur postérité et ainsi de suite : — 21° la mère de l'ascendant du *purchasser* portant le même nom que lui, et moins éloigné que lui d'un degré, et ainsi de suite en se rapprochant toujours davantage de la mère du *purchasser* et en appelant chaque fois la parenté entière de chaque ascendant paternel; — 22° la mère du *purchasser*; — 23° les frères et sœurs utérins du *purchasser* avec leur descendance; — 24° le père de la mère du *purchasser* et sa postérité; et ainsi de suite en remontant jusqu'au dernier ascendant mâle de cette mère, avec leur descendance jusqu'au dernier ascendant de la mère du *purchasser*. A défaut de tout parent quelconque du *purchasser*, l'immeuble est adjugé à la famille du dernier possesseur, c'est-à-dire du *de cujus*, en observant les mêmes règles que s'il était lui-même le *last purchaser*.

On peut simplifier le tableau de cette dévolution très compliquée en disant que l'immeuble est d'abord adjugé aux membres de la famille patronymique du *purchasser*, puis à ceux de la famille de l'une de ses

(1) Comp. LEHR, t. II, p. 349, et ROGUE, *Traité de droit civil comparé*, *Les Successions*, t. I, 1908, p. 453.

ascendantes, enfin à ceux de la famille du dernier possesseur.

Quant à la succession mobilière, ou des biens personnels, elle est régie par deux lois de la seconde moitié du xvii^e siècle, promulguées l'une sous le règne de Charles II, l'autre pendant celui de Jacques II, connues sous le nom de *Statutes of distribution*. Pour les biens mobiliers ou personnels, la loi anglaise abandonne absolument les principes féodaux et elle règle la dévolution en tenant compte de l'ordre présumé des affections du défunt, conformément à la législation romaine. Sont donc appelés : 1^o les enfants ou descendants, par tête, ou, s'il y a lieu à représentation, par souches ; 2^o le père ; 3^o après lui, la mère, mais elle concourt avec les frères et sœurs de son enfant et leurs descendants (les frères et sœurs utérins ou consanguins ont, à ce point de vue, autant de droits que les germains) ; 4^o les ascendants ; 5^o les collatéraux *in infinitum*. Aucune limite n'est apportée à la successibilité.

Cette succession *ab intestat* aux meubles ne paraît pas, malgré le principe dont elle s'inspire, représenter fidèlement les sentiments du défunt. Il est singulier que les frères et sœurs ne puissent pas concourir avec le père.

SECTION II

La limite de la successibilité en droit comparé.

§ 1. — *Les législations qui n'apportent aucune restriction à la vocation des collatéraux.*

La question de savoir si le droit de succéder doit disparaître à partir d'un certain éloignement de la parenté a été résolue négativement par un assez grand nombre de législations. Il en était déjà ainsi dans la plupart des pays coutumiers de l'ancienne France. La loi du 17 Nivôse, an II, admettait elle-même sans limite les parents à succéder, et telle est encore la règle adoptée par la législation allemande, le droit anglais, la législation suédoise et le droit civil russe (1).

De toutes ces législations la plus intéressante à étudier est la législation allemande, car le problème de la limitation de la successibilité a été très étudié et agité à plusieurs reprises pendant les travaux prépa-

(1) Voir sur ce dernier LEHR, *Eléments de droit civil russe*, 2 vol., Paris, 1877, t. I, p. 405, 407 et 422.

ratoires. Théoriquement, le nouveau Code civil allemand n'apporte aucune restriction à la successibilité, mais ce principe, qui a été finalement consacré, a suscité de vives controverses avant son adoption.

Le premier projet, celui de 1888, publié avec cinq volumes de motifs à l'appui (le cinquième étant relatif aux successions), résolvait le problème dans le sens traditionnel ; il admettait la succession dans toutes les parentèles à l'infini. Le par. 1969 du premier projet portait à cet égard : « Après la troisième ligne, sont appelés à succéder en qualité d'héritiers légitimes, les bisaïeuls du défunt, ainsi que les descendants d'eux, communs ou d'un seul côté (quatrième parentèle) ; après la quatrième ligne, les ascendants plus éloignés ainsi que les descendants d'eux, communs ou d'un seul côté, en préférant les ascendants les plus proches et leurs descendants aux ascendants plus éloignés et à leurs descendants (5^e et 6^e parentèles, et ainsi de suite) ». On comptait d'ailleurs, pour restreindre dans l'application de ce principe trop absolu, sur la présence du conjoint survivant, car dès la troisième parentèle (oncles, cousins germains) le premier projet admettait au profit de l'époux survivant une vocation à toute l'hérédité, non pas seulement en usufruit mais en pleine propriété. De sorte que, dans le premier projet, le droit de famille n'était affirmé que théoriquement dans la personne des parents éloignés. Mais ce re-

mède n'était efficace que pour les successions de personnes mariées.

Comment pouvait s'expliquer cette conception du premier projet? Elle ne semblait pas s'appuyer sur des considérations d'ordre politique ou social. « La question de savoir si la vocation héréditaire des parents doit être restreinte au profit de l'Etat, lit-on dans les motifs, est une question qui, si on l'envisage simplement au point de vue politique ou social, n'a pas atteint, à notre époque, le degré de maturité suffisant pour pouvoir être définitivement résolue » (1). Par conséquent, c'est seulement sur le terrain juridique que se sont placés les membres de la première commission pour admettre la vocation illimitée des parents groupés par parentèles. Les auteurs du premier projet pensaient qu'il fallait distinguer, d'une part le sentiment familial, d'autre part le lien du sang. Assurément, le sentiment familial n'est pas très prononcé vis-à-vis des parents éloignés, et il s'affaiblit singulièrement à partir de la quatrième parentèle. La conséquence semblerait donc que la vocation successorale devrait s'arrêter à la quatrième parentèle. Mais, est-il dit dans les motifs du premier projet, la dévolution successorale n'est pas fondée seulement sur le sentiment familial, elle repose avant tout sur les liens du sang, et tant qu'il y a des

(1) *Motive zu den Entwürfe*, Berlin, 1888, t. V, p. 366.

personnes rattachées au défunt par ce lien, elles doivent hériter. D'ailleurs, ajoutait la première commission, toute limitation de la vocation successorale est plus ou moins arbitraire. Pourquoi s'arrêter à la quatrième parentèle, plutôt qu'à la cinquième ou à la sixième?

Malgré les raisons invoquées, ce premier projet avait été peu favorablement accueilli par l'opinion publique. Les économistes comme les juristes s'accordaient à réclamer une limitation de la successibilité. Le lien du sang, déclaraient les juristes, n'est pas le seul élément de la dévolution légale, c'est avant tout le devoir familial qu'il faut prendre en considération, et quand celui-ci est si relâché qu'on n'en ressent plus les attaches, comment prétendre que le rapport de parenté existe encore? D'ailleurs la limitation n'a rien d'arbitraire; on la fixe autant que possible au point exact où les devoirs familiaux ne sont plus ressentis et ne s'imposent plus comme respectables (1).

Les économistes ne se montraient pas mieux disposés à l'égard du premier projet; ils considéraient qu'étant donné l'évolution de la famille au XIX^e siècle il était inadmissible de reconnaître une vocation héréditaire au profit de parents éloignés (2). Les repré-

(1) BARON, *Erbrecht in den Entwürfen*, p. 179, 1890.

(2) BERNHOEFT, *Zur Reform des Erbrechts*, Berlin, 1894, p. 72 et s.

sentants des Etats confédérés se montrèrent également très hostiles à ce système suranné ; aussi les membres de la deuxième commission (composée de 22 membres nommés par le Bundesrath, et qui procéda jusqu'en 1895 à la revision du premier projet) tombèrent d'accord pour supprimer le droit de succession à partir d'une certaine parentèle.

On hésita d'abord entre la troisième et la quatrième ; on admit finalement que la quatrième parentèle, celle des bisaïeuls avec leurs descendants (grands-oncles, cousins issus de germains, etc.), demeurerait encore comprise dans la catégorie des personnes appelées à succéder. Là s'arrêterait la vocation successorale. Toutefois, pour donner satisfaction à l'idée que la solidarité familiale se maintient toujours au profit des ascendants, si éloignés soient-ils, tandis qu'il s'efface au profit des collatéraux issus de ces ascendants éloignés, le second projet (§ 1806) avait établi une cinquième parentèle, mais qui se composait uniquement des ascendants du degré au delà de celui de bisaïeul : « Les héritiers légitimes du cinquième ordre sont les ascendants plus éloignés du défunt, celui qui est le plus proche en degré exclut le plus éloigné. Plusieurs ascendants se trouvant au même degré de parenté héritent par tête ».

Ce système se rapprochait donc sensiblement de celui qu'a admis le Code suisse (art. 460). Toutefois, deux différences peuvent être relevées entre les deux

conceptions : 1° Le Code civil suisse arrête la successibilité à la troisième parentèle et non à la quatrième ; 2° il n'attribue aux ascendants subséquents qu'une part en usufruit et non en pleine propriété.

Tel fut le projet qui fut présenté au Reichstag, après avoir été approuvé préalablement par le Bundesrath. Le mémoire qui accompagnait ce projet développait l'idée que les besoins de l'état social moderne exigent l'attribution des biens du défunt à la collectivité s'il n'y a pas de proches parents. Cependant, malgré les arguments développés et l'allure moderne du second projet, il subit un échec devant le Reichstag, qui se retrancha derrière le lien du sang comme principal fondement de la vocation successorale. Puis le Reichstag ajouta qu'à l'époque contemporaine, où les liens de famille se distendent facilement, où les voyages, l'émigration, la diversité des occupations rendent très vite les collatéraux, membres d'une même famille, étrangers les uns aux autres, il importait de réagir contre ce relâchement du sentiment familial, et que le moyen le plus efficace à cet effet était de maintenir la successibilité jusqu'aux générations les plus lointaines (1).

En réalité, ces arguments tirés de la nécessité de renforcer les liens de famille étaient purement se-

(1) Bericht, *Der Reichstagskommission über den Entwurf*, Berlin, 1896, p. 168 et s.

condaires pour le Reichstag ; le vrai motif était la crainte de consacrer un précédent et d'ouvrir ainsi la voie à des réformes plus radicales, sous la poussée du parti socialiste.

Le Reichstag estima que toute atteinte à l'édifice successoral, toute limitation du droit de succession à un degré quelconque entraîneraient tôt ou tard la ruine même de l'institution de l'hérédité. Elle tenait pour la conception d'après laquelle la famille est envisagée comme ayant un caractère absolu, comme existant en dehors de la loi, celle-ci étant appelée seulement à la réglementer, mais ne la créant pas. Toute intervention législative en vue de délimiter le cercle de la famille et de ceux qui sont appelés à l'héritage serait fatale à l'héritage lui-même ; elle montrerait que la succession n'est pas intangible et qu'après l'avoir reconnue, la loi peut la supprimer.

Cette appréciation, formulée par le Reichstag, échapperait à toute critique si la notion que les hommes se tracent de la famille était constamment la même à travers les siècles et dans tous les pays ; mais il n'en est pas ainsi. La famille, après avoir embrassé dans son sein un grand nombre de parents, ne comprend plus aujourd'hui, d'après le sentiment général, que le cercle étroit des personnes qui ont vécu au même foyer et qui se rattachent de près au défunt. La loi, qui n'est elle-même que l'expression des mœurs d'une nation, doit traduire dans les règles

qu'elle édicte les changements que ces mœurs imposent, et il peut paraître excessif que le Code civil allemand se soit refusé à consacrer la conception restreinte de la famille qui domine les sociétés modernes et à limiter, à l'exemple du Code civil suisse, la vocation successorale à la quatrième parentèle.

En dehors du Code civil allemand, une vocation successorale indéfinie est encore reconnue aux parents par le droit anglais, les législations américaines du Nord et le droit civil russe.

Le droit anglais ne distingue pas, à cet égard, entre les successions immobilières et les successions mobilières (1). Il semble également que beaucoup de lois des Etats-Unis de l'Amérique du Nord consacrent le caractère illimité de la vocation héréditaire (2).

La législation russe du « Svod » appelle hiérarchiquement sept classes d'héritiers; la septième classe se compose des collatéraux, sans limitation de leur vocation (3).

(1) LEHR, p. 700 et 706.

(2) *Ibid.*

(3) LEHR, *Eléments de droit civil russe*, 1877, t. I, p. 407 et s.

§ 2. — *Les législations qui fixent une limite au droit d'hériter.*

Les législations qui assignent une limite au droit de succéder sont plus nombreuses que les précédentes. Mentionnons en Europe les lois danoise, norvégienne, le Code civil autrichien, le projet de Code civil hongrois traduit en allemand en 1901, le Code civil suisse, le Code civil belge, le Code civil néerlandais, le Code civil italien et le Code civil espagnol, le Code civil portugais et la plupart des législations sud-américaines. De tous ces documents législatifs, le plus important est assurément le Code civil suisse de 1907 ; nous lui consacrerons quelques développements et nous passerons brièvement en revue les autres législations.

La question de successibilité est réglée très nettement par l'art. 460 du Code civil suisse : « Les grands-parents et leur postérité sont les derniers héritiers du sang. Toutefois, les arrière-grands-parents ont droit à l'usufruit de la part qui eût été dévolue aux descendants, si ces derniers avaient survécu ; cet usufruit, en cas de prédécès, passe aux grands-oncles et grand'tantes du défunt. »

En d'autres termes, ce sont les cousins germains

et leurs descendants qui recueillent en dernier lieu la pleine propriété de l'héritage. Il existe donc une grande différence entre le Code civil suisse et le Code civil allemand, relativement à la limitation du droit de successibilité. Le Code civil suisse accepte comme système général le compromis qui avait été proposé par le second projet allemand, celui de la restriction de la vocation héréditaire à un certain degré de parenté; seulement, tandis que le second projet allemand appelait la quatrième parentèle (celle des bisaïeuls) à la succession, le Code civil suisse s'arrête à la troisième (celle des grands-parents); après eux c'est l'Etat qui succède. Ainsi se trouve écarté le problème si compliqué du partage par souche entre les héritiers de parentèles éloignées. Le législateur suisse n'a donc pas hésité à exclure les arrière-grands-parents, les grands-oncles et grand tantes du nombre des héritiers du sang. « Nous constaterons, déclare M. Hüber, dans l'exposé des motifs, qu'à peu d'exceptions près, la voix du sang n'a un écho dans la conscience de l'individu qu'en tant que les liens qu'elle rappelle sont ceux d'une étroite parenté, si bien que le langage n'a de termes que pour ces rapports de parenté rapprochée; nous ajouterons que l'individu n'a guère une notion personnelle de ses rapports de parenté au delà de la seconde génération (1). »

(1) *Exposé des motifs de l'avant-projet du Code civil*

Le Code civil suisse écarte donc la conception qui fonde le droit de succession sur la parenté du sang quand celle-ci peut être prouvée. De plus, c'est un véritable droit de succession qui est reconnu à l'Etat : « Le cercle de la famille successorale doit être rétréci ; la famille successorale elle-même doit compter aujourd'hui avec l'Etat, parce que celui-ci remplit une bonne partie des charges qui incombaient aux parents. Instruction, assistance, protection de l'individu, tout cela et bien d'autres choses encore étaient jadis affaires de la famille ; ce sont de notre temps des services publics. L'Etat joue, dans une certaine mesure, le rôle de la famille ancienne ; il s'est rapproché de nous, il s'est solidarisé avec nous, nous vivons de sa vie et, puisque nous en recevons davantage que de parents éloignés, il est naturel que nous lui devions davantage (1). »

Toutefois, comme il serait trop dur de nier que le sentiment familial existe encore vis-à-vis des ascendants de la quatrième parentèle et des grands-oncles et des grand'tantes, l'art. 460 reconnaît au profit des arrière-grands-parents l'usufruit de la part qui eût été dévolue à leurs descendants, si ces

suisse du département fédéral de justice et de police, t. II, Des successions, Berne, 1901, p. 14.

(1) Rapport présenté par le professeur Virgil Rossel le 24 sept. 1895, à la Société des juristes suisses, 1895, 2^e cahier, p. 141.

derniers avaient survécu. Cet usufruit en cas de prédécès passe aux grands-oncles et grand'tantes du défunt.

Entre cet article 460 et le système admis par le second projet du Code civil allemand, on peut relever trois différences : 1° ce droit de succession complémentaire n'est accordé qu'aux arrière-grands-parents et non à des ascendants plus éloignés (hypothèse qui, d'ailleurs, ne serait pas de nature à se présenter dans la pratique); 2° la part ainsi attribuée aux bisaïeux est une part d'usufruit et non une part de pleine propriété. La nue propriété de cette part va à l'Etat. Enfin, troisième différence : quand les arrière-grands-parents sont morts (situation normale) ou quand l'un d'eux est décédé, la part en usufruit qui leur revenait est dévolue aux grands-oncles et grand'tantes descendant des bisaïeux prédécédés. C'est sur les instances des représentants de la Suisse Romande (canton de Vaud et de Genève) que l'usufruit accordé aux bisaïeux a été étendu aux grands-oncles et grand'tantes (1).

Le projet du Code civil hongrois supprime le droit de successibilité de la famille après la quatrième parentèle : « S'il n'y a aucun descendant d'arrière-grand-parent, c'est le fise qui est héritier : il emploie

(1) *Exposé des motifs de l'avant-projet du Code civil suisse*, t. II, p. 14.

la valeur de ce dont il a ainsi hérité en fondations pour les pauvres, en hôpitaux et écoles » (§. 1810).

Dans le Code civil autrichien, c'est la sixième parentèle inclusivement qui marque la limite de la successibilité. Cette sixième parentèle comprend les quadrisaïeuls et leurs descendants (art. 761).

En Danemark, la dévolution successorale, régie par les lois du 21 mai 1845 et 29 déc. 1857, s'arrête à la cinquième parentèle inclusivement (1).

La même règle est suivie en Norvège (2).

Le Code civil belge et celui des Pays-Bas arrêtent, comme le droit français, la successibilité au douzième degré (on sait d'ailleurs que c'est le Code civil français qui s'applique en Belgique ; et le Code des Pays-Bas, qui date de 1838, n'en est guère que la reproduction).

Le Code civil portugais appelle les collatéraux jusqu'au dixième degré inclusivement et il en est de même du Code civil italien (art. 742) ; lorsqu'il n'y a pas de parent au dixième degré, l'Etat appréhende la succession.

Le Code civil espagnol n'accorde de vocation héréditaire aux collatéraux que jusqu'au sixième degré (art. 955).

La limitation de la vocation successorale au

(1) LEHR, *Eléments de droit civil scandinave*, 1901, p. 383.

(2) LEHR, *ibid.*, p. 384.

sixième degré a été également adoptée par le plus grand nombre des législations sud-américaines ; c'est elle que l'on rencontre dans le Code civil chilien promulgué le 14 déc. 1855, dans le Code civil péruvien de 1851 (art. 643), dans le Code civil de la République Argentine promulgué en 1868 et remanié en 1882. Le sixième degré en ligne collatérale constitue également le terme de la successibilité dans le Code civil mexicain de 1870, modifié en 1884 (1). C'est enfin le sixième degré qui a été choisi par le projet de revision du Code civil belge pour arrêter la vocation en ligne collatérale (2).

Il ressort de toutes ces indications que la plupart des législations étrangères ont admis la vocation héréditaire dans des limites plus restreintes que celles consacrées par le Code civil français. Mais, en France même, un remaniement de notre système successoral, comportant une restriction analogue, est proposé depuis longtemps.

(1) R. de la GRASSERIE, *Code civil mexicain*, 1896, p. 237 et s.

(2) Rapport de M. Van Biervillet, professeur à l'Université Catholique de Louvain, sur le *Titre des Successions*, 1^{re} partie, Bruxelles, 1897, p. 26.

CHAPITRE 1V

LES PROPOSITIONS TENDANT A RESTREINDRE

LA VOCATION SUCCESSORALE

En disposant que la vocation successorale s'étend jusqu'au douzième degré, les rédacteurs du Code civil ont édicté une règle qui figure parmi les plus discutées de notre législation. Comme le droit révolutionnaire, désireux, avant tout, de conserver les biens aux individus plutôt que de les attribuer à l'Etat, admettait tous les parents à l'héritage, quelque lointain que fût leur degré de parenté, l'art. 755 constitue nettement une innovation que ses auteurs fondèrent sur deux motifs : la substitution de l'affection présumée du défunt aux liens du sang comme base de la dévolution héréditaire ; puis l'avantage pratique résultant de la limitation pour la preuve de la parenté. Admettre la successibilité des parents au delà du douzième degré c'est, en effet, susciter des procès sans nombre, multiplier

les embarras et les partages ⁽¹⁾. La vocation indéfinie des collatéraux ne donnerait lieu qu'à des attributions de propriété toujours contestables, tant que l'usucapion ne les aurait pas consolidées.

Mais la faculté de succéder que le Code ne concède aux collatéraux que jusqu'au douzième degré est encore trop large : la vocation de certains collatéraux éloignés ne se justifie ni par des raisons juridiques ni par des nécessités sociales. Une vocation indéfinie des collatéraux ne répond plus au fondement de la dévolution héréditaire établie par le Code civil, l'affection présumée du défunt ; car l'opinion commune se fait aujourd'hui une conception bien plus restreinte de la famille que celle qui dominait en 1804 ; et si l'on veut rendre harmoniques les deux notions de famille et de succession, il convient de réduire la dévolution de l'hérédité proportionnellement à l'affaiblissement du sentiment familial vis-à-vis de certains parents.

L'imperfection du Code civil sur ce point a été aperçue depuis longtemps ; l'un des rédacteurs du Code, Maleville, s'élevait déjà contre la trop grande extension donnée à la famille. Il déclarait que « la famille du défunt est composée de ses proches et non de parents au dixième degré, qu'il ne connaissait peut-être pas et auxquels il n'aurait eu garde de des-

(1) *Observations de Siméon*, dans FENET, t. XII, p. 229.

liner ses biens (1). » La même critique a été formulée par divers commentateurs du Code civil au sujet de la vocation héréditaire dans la ligne collatérale ; M. Laurent reproche aux auteurs du Code d'avoir donné une trop grande extension à la notion de la famille. « On succède jusqu'au douzième degré. Des parents aussi éloignés sont toujours des parents inconnus. Peut-il être question d'une affection de famille là où l'existence même de ceux que nous devons aimer nous est inconnue ? Ils se confondent en réalité avec le genre humain ; à notre avis, la succession collatérale ne devrait pas s'étendre au delà des cousins germains (2). »

Les économistes sont du même avis : Stuart Mill, invoquant l'autorité de Bentham, proteste contre la vocation héréditaire des collatéraux. « En ce qui concerne les collatéraux il n'existe, à moins de motifs particuliers, d'obligation pour personne de leur laisser de provision en argent ; aucun d'eux n'y compte aujourd'hui, si ce n'est à défaut d'héritiers directs, et l'on ne devrait même pas l'espérer si cet espoir n'était causé par les prévisions de la loi. Je ne vois donc aucune raison pour qu'il existe un droit de succession pour les collatéraux. Il y a de longues années, M. Bentham et d'autres autorités impo-

(1) *Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'Etat*, 1882, t. II, p. 184.

(2) *Principes de droit civil*, t. VIII, p. 563.

santes se sont réunis dans cette opinion que s'il n'existait point d'héritiers en ligne descendante, la propriété, en cas d'*intestat*, devrait passer à l'Etat. Relativement aux degrés plus éloignés de la parenté collatérale, ce point n'a guère besoin d'être discuté. Peu de personnes soutiendront qu'il y ait aucune raison solide pour que les épargnes de quelque avare sans enfant aillent, à sa mort, comme cela arrive tous les jours, enrichir un parent éloigné qui ne l'a jamais vu, qui peut-être n'a jamais su qu'il fût un parent, jusqu'au jour où cela a pu lui profiter en quelque façon et qui n'avait à son égard aucun droit moral supérieur à celui de l'individu qui lui aurait été le plus étranger. Mais la raison apportée à ce cas s'applique à tous les collatéraux, même au degré le plus rapproché. Les collatéraux n'ont aucun droit réel, excepté dans le cas où peuvent en avoir des individus non parents et dans les deux cas, lorsqu'il existe des droits, le mode convenable de récompenser est le testament (1). »

Courcelle-Seneuil, disciple et traducteur de Stuart Mill, sans aller aussi loin que son maître, constate que le Code a poussé trop loin la notion de famille : « Le Code, dit-il, reconnaît la famille jusqu'au douzième degré, les mœurs et l'usage ne l'étendent pas aussi loin. Si l'on excepte quelques familles

(1) *Principes d'économie politique*, t. I, p. 259, 1848.

nobles, restées fidèles aux anciennes traditions, on ne reconnaît guère de parenté au-delà du sixième degré. Tel est l'état des mœurs... L'hérédité est un principe d'appropriation excellent en ligne directe, assez bon jusqu'au quatrième degré, mais qui, au delà, n'a guère plus de raison d'être, par ce motif fort simple que les cousins ne s'élèvent pas et n'arrangent pas leur vie en vue de l'héritage de leurs cousins et qu'ils ont une individualité économique entièrement distincte. On comprend qu'il en serait autrement si, comme autrefois, les familles vivaient ensemble sous le même toit jusqu'au sixième degré ou au delà. Au point de vue économique, l'hérédité n'a aucune raison d'être au delà du sixième degré (1). »

M. Charles Gide estime, comme Stuart Mill et Courcelle-Seneuil, que la succession collatérale ne doit pas être indéfiniment admise ; il excepte toutefois la vocation des frères et sœurs et des neveux comme justifiée par l'affection présumée du défunt : « Quand le propriétaire n'a attribué ses biens à personne, on doit les attribuer à l'Etat, en qualité de biens vacants. La société paraît l'héritière naturelle de tous les individus qui n'ont pas formellement disposé ; c'est, en effet, grâce à la collaboration de tous,

(1) *Traité théorique et pratique d'économie politique*, t. II, 1860, p. 34.

grâce au fonds social d'idées, d'inventions, de moyens d'action et de transports dont nous bénéficions tous, que chacun de nous a pu faire quelque chose et devenir propriétaire ; il est donc juste qu'à notre mort et à défaut de toute autre personne à laquelle nous aurions délégué notre droit, nos biens retournent grossir ce patrimoine social dont ils sont sortis, dans une certaine mesure. En d'autres termes, ou la liberté de tester, ou la suppression de la succession *ab intestat*, tels paraissent être les principes généraux qui devraient inspirer le législateur en matière d'hérédité ; en tant que principes théoriques seulement, car la pratique demande d'importantes atténuations. Il serait barbare d'appliquer les principes au pied de la lettre, quand on a lieu de croire que le silence du défunt est dû à une simple négligence ou imprévoyance de sa part. Or, quand il s'agit de membres très proches, père, mère, enfants, frères, sœurs, la succession doit être admise comme interprétation raisonnable de la volonté du testateur (1). »

MM. Villey et Cauwès défendent les mêmes idées. D'après le premier, la succession *ab intestat*, à raison du fondement, la présomption d'affection du défunt, que lui assigne le Code civil, ne devrait pas s'étendre au delà du sixième degré (2). M. Cauwès

(1) GIDE, *Cours d'économie politique*, 2^e édit., 1911.

(2) *Journal des économistes*, 1882, t. II, p. 108.

estime également que les sentiments de famille s'étendent bien rarement au delà du troisième ou du quatrième degré : « On ne saurait affirmer que d'une manière générale, et en mettant à part les familles où les traditions de parenté sont le plus soigneusement gardées, la seule qualité de collatéral au douzième et même au dixième degré soit, par elle-même, un titre véritable à l'affection du *de cujus*. Aucune des considérations qui justifient la transmission héréditaire ne peut alors être invoquée. Certes, les liens économiques de la famille s'étendent au delà du cercle de la vie commune qui, aujourd'hui, dépasse bien rarement la ligne directe ; mais ils s'affaiblissent en ligne collatérale au-delà des troisième et quatrième degrés, et n'ont plus de force réelle à partir du septième ou du huitième. Ceci est surtout vrai depuis que la transformation de l'industrie et les facilités de communication contribuent à rompre l'unité de la famille et à en disperser les membres. Les vocations héréditaires de parents éloignés, à raison même de l'incertitude des liens de parenté, ne servent qu'à donner naissance à de nombreux procès (1). » Il est certain, en effet, que l'industrie des généalogistes vit de cette complication de la dévolution héréditaire.

Les auteurs les plus récents se rattachent à la

(1) *Cours d'économie politique*, 3^e édit., 1893, t. III, p. 460.

même opinion. « Il est permis de trouver excessive, écrit M. Huc, une disposition étendant le droit héréditaire jusqu'au douzième degré, c'est-à-dire jusqu'à une limite où les liens du sang sont tellement relâchés qu'il est impossible de parler d'affection présumée (1). » — « Au delà d'un certain degré, déclare M. Wahl, les relations de parenté s'effacent ; du moins elles n'engendrent plus cette affection qui, dans une législation bien ordonnée, doit servir de base aux vocations héréditaires 2. »

Ainsi tous les auteurs, les jurisconsultes comme les économistes, tombent d'accord pour déclarer que la consécration de l'hérédité jusqu'au douzième degré est une mauvaise conception sociale ; elle a le tort d'être en défaut avec le fondement de la dévolution successorale, les liens de famille, sur lequel les auteurs du Code civil ont assis la réglementation de l'hérédité. Elle est contraire aussi à la justification de la propriété individuelle. Une propriété dont la transmission héréditaire repose sur une base aussi fragile, sur un lien aussi relâché que l'affection entre parents éloignés, n'a plus le même droit au respect des citoyens, et soulève des protesta-

(1) *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. IV, *Des successions*, 1892, n° 73.

(2) BAUDRY et WAHL, *Traité des successions*, t. I, n° 376, 2^e édit., 1899. PLANIOL, *Traité de droit civil*, 5^e édit., 1910, t. III, n° 1818.

tions assez légitimes contre son maintien. C'est donc l'intérêt même de la propriété individuelle qui commande de restreindre la vocation en ligne collatérale.

Telles sont les critiques que suscite l'art. 755, et qui ont conduit à demander une réforme de la dévolution successorale.

Ainsi, étant donné la conception que la société actuelle se trace de la famille, il est permis d'affirmer que les collatéraux éloignés ne sont plus considérés comme en faisant partie. La logique commande donc de les exclure de la successibilité : l'idée d'un devoir présumé envers la famille ne peut pas plus légitimer la vocation des collatéraux que l'allégation d'une collaboration par laquelle ils auraient participé à l'acquisition des biens au profit de la famille. Le choix du douzième degré, comme terme de la vocation, justifiable peut-être à l'époque du Code civil, où l'observation des devoirs de famille était plus strictement respectée qu'aujourd'hui, ne s'explique plus au début du xx^e siècle et ne s'accorde plus avec le cercle resserré de la famille contemporaine. La multiplication des voies de communication et l'exode des populations rurales vers les villes sont les deux grands événements qui ont déterminé une évolution du sentiment familial.

En 1804, le machinisme s'était à peine répandu ; les membres de la famille groupés dans des occupations sédentaires collaboraient ensemble à l'acqui-

tion du patrimoine commun. Les applications, sans cesse multipliées, de la vapeur et de l'électricité ont modifié à la fois l'aspect de la vie moderne et la composition même de la famille.

L'accroissement de la population des villes au détriment des campagnes, a concouru au même résultat.

Comment parler encore de l'unité de la famille, alors qu'elle se désagrège sans cesse davantage, les plus entreprenants, les plus énergiques, les mieux doués des habitants des campagnes n'hésitent pas à abandonner le sol natal sans esprit de retour, pour aller chercher en ville des occupations plus lucratives et les multiples avantages de la vie urbaine ? Cette diversité des travaux, de séjour et de goûts recouvre d'un voile chaque jour plus épais la communauté d'origine qui unissait autrefois tous les membres de la même famille. L'antique solidarité familiale n'est plus actuellement que le souvenir d'une époque disparue ; les événements heureux ou malheureux qui atteignent l'une des personnes du groupe demeurent indifférents aux autres, et, lorsqu'ils n'y sont pas légalement contraints, ceux des parents que le sort a favorisés se gardent trop souvent de venir au secours des membres de la famille tombés dans le besoin. Il n'y a donc pas aujourd'hui plus de motifs de faire succéder un collatéral au douzième degré que d'appeler à l'hérédité un parent

au quinzième ou au vingtième degré. L'un et l'autre sont également étrangers à la famille.

Rien ne saurait mieux dépeindre l'évolution du sentiment familial que le relèvement toujours croissant des taxes successorales sur les parts dévolues aux collatéraux. On peut avancer, en effet, avec quelque apparence de vérité, que, si les successibles de degré éloigné acceptent sans protestation de payer des droits aussi lourds, c'est qu'ils se considèrent eux-mêmes comme des étrangers par rapport au défunt. Les taxes qui frappaient les parts héréditaires dévolues aux collatéraux étaient bien moins élevées au début du xix^e siècle qu'à l'époque actuelle. La loi du 22 frimaire, an VII (art. 69, § 4, n° 2) assimilait pour la perception des droits les collatéraux aux non-parents ; mais le motif de cette identification provenait de la modération du tarif (1 fr. 25 0/0 sur les meubles, 5 0/0 sur les immeubles). La loi du 28 avril 1816 (art. 53), qui relève le taux des droits, établit, au contraire, une distinction entre les collatéraux et les étrangers mais non entre les collatéraux. Les collatéraux payaient 2 fr. 50 0/0 sur les meubles, 5 0/0 sur les immeubles ; les non-parents payaient 3 fr. 50 0/0 sur les meubles, 7 0/0 sur les immeubles. La loi du 21 avril 1832 (art. 33), répartit, au point de vue de la perception de l'impôt successoral, les collatéraux en trois classes : d'une part, les frères et sœurs, oncles et tantes, neveux et nièces

(deuxième et troisième degré) ; puis les grands-oncles et grand'tantes, petits neveux et petites nièces, cousins germains (quatrième degré ; enfin les collatéraux au delà du quatrième degré. Les collatéraux du premier groupe étaient assujettis à un droit de 3 0/0 sur les meubles et de 6 fr. 50 0 0 sur les immeubles, ceux du second groupe à un droit de 4 0/0 sur les meubles et de 7 0/0 sur les immeubles ; ceux du troisième groupe à un droit de 5 0 0 sur les meubles et de 8 0/0 sur les immeubles ; enfin, les non-parents payaient 6 0/0 sur les meubles et 9 0/0 sur les immeubles.

Cette tarification demeura en vigueur jusqu'en 1901. La loi du 25 février 1901 divisa les collatéraux en cinq groupes (art. 2) : 1° frères et sœurs ; — 2° oncles et tantes, neveux et nièces ; — 3° grands-oncles et grand'tantes, petits neveux et petites nièces et cousins germains ; — 4° collatéraux au cinquième et sixième degré ; — 5° collatéraux au delà de ce degré, assimilés à des non-parents. Le taux applicable à la fraction de part nette comprise entre un franc et deux mille francs, c'est-à-dire, le taux minimum, est de 8,50 0/0 pour le premier groupe ; 10 0 0 pour le second groupe ; 12 0 0 pour le troisième groupe ; 14 0/0 pour les parents aux 5° et 6° degrés ; 15 0 0 pour les parents au delà du sixième degré et les étrangers.

Enfin la loi du 8 avril 1910, a relevé encore le taux

des droits de mutation par décès, et classé différemment les collatéraux, et assimilé ceux au delà du quatrième degré à des personnes non parentes. Le premier groupe comprend les frères et sœurs ; le second les oncles ou tantes, les neveux ou nièces ; le troisième les grands-oncles ou grand'tantes, petits neveux ou petites-nièces et les cousins germains ; enfin les parents au delà du quatrième degré forment un dernier groupe. Le tarif applicable à la fraction de part nette comprise entre un franc et deux mille francs est de 10 0/0 pour les frères et sœurs, 12 0/0 pour le second groupe, 15 0/0 pour le troisième, 18 0/0 pour le quatrième groupe. La différence entre ces diverses graduations repose sur l'idée que les collatéraux éloignés ne pouvaient aucunement compter sur les biens qu'ils recueillaient. Ils bénéficiaient d'une fortune qui s'est formée sans leur concours, à leur insu même, et la richesse qui leur advient est le produit d'un heureux hasard ; elle n'est nullement justifiée par un devoir familial réciproque. Or, comme tout individu qui fait un gain inespéré se montre tout disposé à consentir des sacrifices, l'Etat, à bon droit, n'hésite pas à se montrer plus exigeant, et à lui réclamer des droits autrement élevés que ceux demandés aux parents en ligne directe.

La loi du 8 avril 1910 a donc accentué l'évolution fiscale qui suit de près les changements apportés à la conception de la famille. Elle reconnaît que jusqu'au

quatrième degré, les collatéraux ont parfaitement conscience de leurs liens de parenté ; comme ce sentiment diminue et devient beaucoup plus vague au delà du quatrième degré, le tarif édicté est alors le même que pour des personnes non parentes. En effet, au delà du quatrième degré, le successible n'a plus conscience d'acquérir des biens auxquels l'appelait le rattachement au groupe familial ; il profite d'une fortune inespérée, et il n'y a rien d'excessif à le taxer aussi fortement qu'un étranger. Même dans le cas où l'héritier collatéral connaissait le défunt, c'était bien plutôt par des relations amicales que par un véritable lien de parenté que leur affection réciproque s'entretenait, et rien n'est plus rationnel que de traiter, au point de vue fiscal, comme un ami du défunt, comme un légataire, le successible dont la parenté avec ce dernier est tellement lointaine qu'elle n'est plus qu'un souvenir, et ne peut servir véritablement de base à la vocation successorale.

Il n'y a donc rien d'excessif à l'élévation des droits de succession, quand l'hérédité échoit à un collatéral très éloigné ; il n'y a point là une spoliation. La successibilité au douzième degré n'est plus conforme au fondement assigné à la dévolution héréditaire par les rédacteurs du Code civil ; elle ne s'explique plus que par la tradition ; or, celle-ci ne saurait être définitivement maintenue lorsqu'elle

offre plus d'inconvénients que d'avantages. La dévolution à un collatéral est presque une bonne fortune pour celui-ci ; d'ailleurs les biens qui sont aussi facilement acquis et qui ressemblent aux gains réalisés dans une loterie ne sont pas toujours ceux dont on fait le meilleur usage. Un auteur allemand (1) déclare même que l'aubaine d'un gros lot est moins immorale que celle faite par un collatéral éloigné, car le gagnant avait au moins déboursé d'avance la somme nécessitée par l'achat du billet. Au contraire, les héritiers proches en degré tiennent davantage à la succession qui leur est dévolue ; ils sont attachés à la maison qui les a vus naître, aux biens de toute nature qu'ils trouvent dans le patrimoine du défunt ; ils considèrent en quelque sorte que ces biens ont été acquis pour eux-mêmes. Peut-être ont-ils contribué à les augmenter par leur propre travail ; aussi en tireront-ils meilleur parti que s'il s'agissait d'un enrichissement procuré par le hasard, comme celui des collatéraux. Donc, la succession collatérale appelle une limitation nouvelle ; il ne faut pas encourager la prodigalité par la reconnaissance d'une vocation au profit de parents éloignés. Le législateur ne peut se montrer favorable à « ce jeu de la mort et du hasard qui fait de l'épargne amassée par le travail

(1) BERNHÖFT, *Zur Reform des Erbrechts*, p. 74.

la prime inattendue dont il console des deuils étonnés de leurs crêpes (1) ».

Le principe d'une limitation étant admis, il reste à savoir quel est le point exact où il convient de s'arrêter. Les nombreuses propositions qui ont été formulées à cet égard peuvent être rangées en deux catégories : 1° Les propositions qui tendent à la suppression complète de l'hérédité collatérale ; 2° les propositions qui tendent seulement à la restreindre. Nous aurons ensuite dans un troisième paragraphe à apprécier ces diverses propositions.

§ 1. — *Propositions tendant à la suppression de l'hérédité collatérale.*

Elles sont au nombre de quatre : « Proposition Barodet déposée en 1887, renouvelée en 1891 et 1894 ; — proposition Planteau (1888) ; — proposition Chassaing, déposée en 1892 et renouvelée en 1894 ; — proposition Allemane (1901) renouvelée en 1908.

1° La proposition Barodet (2) tendait à organiser la diffusion et la transformation de la propriété, l'amor-

(1) M. RAIBERTI, *Séance de la Chambre des députés du 21 mars 1891.*

(2) J. O. Doc. Parl. Chambre, Séance du 19 janvier 1891, Annexe, n° 1131, p. 275, et J. O. 1894, p. 2013.

lissement de la dette publique, la diminution des impôts et l'extinction du paupérisme par la suppression de l'hérédité collatérale. Cette proposition sous sa dernière forme, en 1894, limitait la faculté de tester à la moitié de la succession du disposant en face d'héritiers collatéraux.

2° La proposition de M. Planteau (1) poursuit le même but ; la suppression de l'hérédité collatérale et même de celle des ascendants. Son auteur réclamait, en outre, l'établissement d'un impôt de 50 0/0 sur les donations ou les legs faits au profit des collatéraux.

3° C'est également l'abolition de l'hérédité collatérale que réclame M. Chassaing, le 11 avril 1892 (2). Mais il ne s'attaque pas à la liberté de tester.

4° Enfin M. Allemane se préoccupa de constituer des ressources financières en vue d'assurer le service des retraites ouvrières par la suppression des héritages en ligne collatérale. Cette proposition, déposée le 18 juin 1901, a été renouvelée le 10 juillet 1908. L'auteur, très enthousiaste sur l'efficacité de cette réforme, estime que la suppression de l'hérédité collatérale permettrait de servir une pension de 360 francs à tous les vieillards indigents. Et, se fondant sur des données fournies en 1901 par la Direc-

(1) *J. O. Doc. Parl. Chambre* 1888, p. 452.

(2) *Id.*, 1892, p. 995 et 1894, p. 112.

tion générale de l'Enregistrement, il évalue à plus de 800 millions la somme qui serait ainsi disponible pour l'Etat. M. Allemane ne se prononce pas sur la liberté de tester (1).

Toutes ces propositions n'ont rien d'étonnant, étant donné qu'elles émanent de représentants du socialisme et qu'elles rentrent dans le cadre naturel du programme de ce parti. Nous nous bornons à constater pour le moment que les prévisions des auteurs de ces réformes radicales sont beaucoup trop optimistes et qu'ils se font une grande illusion en évaluant à 800 millions le profit que la réalisation de leurs projets rapporterait annuellement à l'Etat.

§ 2. — *Propositions tendant à la restriction de l'hérédité collatérale.*

Ces propositions se répartissent à leur tour en quatre groupes : les uns choisissent comme terme de la successibilité le huitième degré ; d'autres le sixième ; enfin le quatrième degré a été envisagé.

Proposition restrictive du premier groupe. — Nous citerons la proposition de M. Delaunay (2). Ce député modérait la réforme et limitait la suppression à

(1) *J. O. Chambre*, 1908, Annexe, n° 1979, p. 800.

(2) *Chambre*, 19 janv. 1894, *J. O.*, Annexe n° 1128, p. 273.

quatre degrés ; mais comme il ne s'appuyait que sur des considérations de sentiment vagues et sans importance, sa proposition ne vint pas en discussion.

Propositions restrictives du second groupe. — La limitation au sixième degré a été le plus fréquemment demandée. Nous la voyons proposée pour la première fois par M. Couturier (1). M. Couturier, qui avait fondé dans la province d'Oran un orphelinat agricole voulait affecter le bénéfice de la réforme à une caisse de dotation pour les enfants assistés.

L'année suivante, une proposition analogue fut déposée par M. Sabatier, le 30 novembre 1885 (2). Ce dernier s'était prononcé d'abord pour la restriction au cinquième degré. Mais sur les instances de la Commission à laquelle sa proposition avait été renvoyée, il accepta le sixième degré comme limite de l'hérédité collatérale (3) ; seulement la discussion publique n'eut jamais lieu.

En 1888, M. Peytral, alors ministre des Finances, désireux de chercher des ressources pour combler le déficit déjà ouvert dans le budget, déposa le 15 octobre, de concert avec M. Ferrouillat, garde des

(1) *J. O. Chambre*, 1884, Doc. Parl. p. 679 ; Rapport de M. Rameau, *Chambre*, 28 oct. 1884, Annexes de l'année 1884, n° 3160, p. 1873.

(2) *J. O. Doc. Parl. Chambre*, 1886, p. 437 ; Rapport Javal, Annexe n° 2669, p. 649.

(3) *J. O. Doc. Parl. Chambre*, 1888, p. 649.

sceaux, un projet de loi restreignant l'hérédité collatérale au sixième degré (1). Le projet gouvernemental eut le même sort que les précédents et la Chambre refusa de recourir au moyen que lui offrait M. Peytral pour équilibrer le budget.

Le Sénat vit à son tour surgir, en 1891, une proposition de M. Morellet, comportant la limitation au sixième degré (2). Nouvel échec.

En 1895 et en 1900, c'est sous forme d'amendements qu'est demandée la restriction de l'hérédité collatérale au sixième degré. C'est ce qui résulte : 1° de la disposition additionnelle que M. Darlan voulait incorporer dans l'art. 8 du projet de loi relatif au régime fiscal des successions que la Chambre rejeta, dans la séance du 19 novembre 1895 (3); — 2° de l'amendement de M. Albert Poulain à l'art. 3 du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1901 (4); le ministre des Finances, M. Cochery, demanda et obtint le rejet par le motif qu'une question de droit civil ne saurait être tranchée à l'occasion d'une réforme fiscale.

C'est également au sixième degré que s'arrêtait M. Meslier, dans une proposition déposée à la

(1) *J. O. Doc. Parl.*, 1888. Session extraordinaire, p. 119.

(2) *J. O. Doc. Parl. Sénat*, 1891, p. 22.

(3) *J. O. Doc. Parl. Chambre*, 1895. Session extraordinaire, p. 2417.

(4) *J. O. Chambre*, Session extraord. Déb. Parl., p. 2072.

Chambre, le 30 juin 1902 (1). M. Meslier se fonde sur l'idée que l'étendue de la vocation héréditaire ne doit servir de source de bénéfices aux agences de renseignements et aux offices généalogiques qui s'efforcent de découvrir des héritiers inconnus en échange d'une rétribution allant jusqu'à 50 0/0. Il estime que la réforme procurerait à l'Etat environ 25 millions par an (en l'absence, bien entendu, de dispositions testamentaires). Cette proposition n'aboutit pas plus que les précédentes.

Propositions restrictives du troisième groupe. — Ce sont les plus radicales de toutes celles tendant à limiter l'héritage, car elles arrêtent la successibilité au quatrième degré. La première est celle de M. Giard (2). Puis vient celle de M. Saint-Ferréol (3). Le 13 mai 1891, M. Maujan réclame en même temps qu'un abaissement des droits successoraux la restriction de l'hérédité collatérale au quatrième degré (4). Le 25 novembre 1893, M. Dupuy-Dutemps dépose une proposition analogue, tendant à la fois à modifier le régime fiscal des successions et à limiter la vocation des collatéraux (5). Cette tentative fut aussi infructueuse que la première.

(1) *J. O. Doc. Parl. Chambre*, 1902. Sess. ord., n° 164.

(2) *Chambre*, Séance du 26 juin 1884, Annexe 2909, p. 1064.

(3) *Chambre*, 24 mai 1888, *J. O. Annexe* n° 2709, p. 683.

(4) *J. O. Doc. Parl. Chambre*, 1891, p. 3071.

(5) *J. O., Doc. Parl. Chambre*, 1893. Sess. extraord., p. 76.

En 1903, M. Klotz propose de remplacer le § 1^{er} de l'art. 755 par la disposition suivante : « Les parents au delà du quatrième degré ne succèdent pas ». Cette proposition fut écartée comme méconnaissant le respect du lien de famille qui s'étend certainement jusqu'aux petits-neveux (1).

Dans ces dernières années, les propositions les plus récentes sur ce point sont celles de MM. Maujan et Maurice Colin, M. Maujan, le 2 juillet 1906 (2), conclut à deux réformes distinctes ; d'une part, la majoration des droits successoraux de manière à constituer une véritable part successorale à l'Etat, la progression allant jusqu'à 28 0 0 en ligne collatérale au delà du quatrième degré, indépendamment d'un impôt proportionnel de 20 0/0 frappant la dévolution testamentaire collatérale ; d'autre part, la limitation de la vocation héréditaire *ab intestat* au quatrième degré. M. Maujan attendait de sa double réforme un bénéfice annuel de plus de 885 millions pour le Trésor.

De toutes les propositions qui tendent à restreindre la vocation successorale en ligne collatérale, la plus étudiée est certainement celle de M. Colin, alors député d'Alger (3), actuellement sénateur. Cette pro-

(1) Chambre, 5 mars 1903. *J. O.*, Déb. Parl. Sess. ord., 1903, p. 1045.

(2) Chambre, sess. ord. 1906. Annexe, n° 171, p. 729.

(3) *J. O. Doc. Parl. Chambre. Session ord.*, 1906, annexe, n° 190, p. 145 et s.

position, déposée le 3 juillet 1906, n'est pas aussi radicale que celle de M. Maujan, et cependant elle vient limiter étroitement l'héritage collatéral. Son auteur se proposait d'assurer le mieux possible la participation financière de l'Etat à l'organisation et au fonctionnement des Retraites pour la vieillesse. « Nous avons dit et nous y revenons, déclare M. Colin, que c'était dans une refonte de notre système successoral et dans un remaniement des droits de mutation par décès, qu'il fallait chercher et qu'on devait trouver une assiette financière capable d'assurer sérieusement le fonctionnement des retraites pour la vieillesse. La proposition que nous présentons comporte donc un double objet ; elle consiste, d'une part, à refondre notre système successoral, de manière à doter l'Etat de droits appréciables. Elle consiste, d'autre part, à remanier le tarif des droits actuellement perçus sur les mutations par décès (1). » La proposition porte donc sur deux points principaux : 1° Refonte du système successoral du Code ; 2° Majoration des droits de mutation par décès.

1° Le système du Code civil aboutit à n'admettre l'Etat comme successeur que si le *de cuius* ne laisse ni parents en ligne directe, ni parents en ligne collatérale jusqu'au 12° degré, ni conjoint survivant. M. Colin demandait une limitation plus étroite de la

(1) *J. O.*, *ibid.*, p. 148.

parenté collatérale, une modification des droits du conjoint survivant, enfin la proscription de toute dévolution de la ligne paternelle à la ligne maternelle, ou réciproquement, ailleurs que dans l'hypothèse prévue par l'art. 752 du Code civil.

M. Colin proclame, d'abord, la nécessité de limiter la succession collatérale en tenant compte de l'affaiblissement du lien de parenté qui unit les membres de la famille. « On ne cousine plus aujourd'hui comme on cousinait jadis. En brisant la plupart des vies provinciales et locales, la facilité des communications et des déplacements a incontestablement rétréci le cercle de la famille. Nombreux sont ceux qui connaissent à peine leurs cousins germains et qui ignorent tout de leurs collatéraux plus éloignés. Dans ces conditions, comment ne pas considérer comme archaïque un système successoral qui, par interprétation des intentions d'un *de cujus*, mort *intestat*, crée un lien légal là où presque toujours les intéressés ne voient et ne peuvent voir qu'un hasard providentiel (1). » Ce sont là des idées bien connues, dont nous avons retrouvé le développement dans toutes les critiques qui ont été adressées à la dévolution collatérale établie en 1804, et elles ne soulèvent actuellement aucune objection. Mais il est permis de trouver excessives les conséquences auxquelles aboutit l'ar-

(1) *J. O.*, *ibid.*, p. 149.

gumentation de M. Colin. Il supprime, en effet, d'une manière absolue, le droit d'hérédité *ab intestat* au delà du quatrième degré, et il exclut ainsi les arrière-petits-neveux. Il semble que ce soit aller trop loin dans la méconnaissance de l'esprit de famille.

Pour justifier une limitation aussi étroite d'une vocation héréditaire *ab intestat*, M. Colin s'appuie sur les statistiques dressées par l'administration de l'Enregistrement (1). D'après ces statistiques, en 1902, l'ensemble des valeurs taxées à raison de mutations par décès s'est élevé à 4.762.384.173 francs. Là-dessus, 106.156.690 francs seulement représentent les successions dévolues aux parents collatéraux du cinquième au douzième degré ; et, sur ces 106 millions, 23 seulement ont été recueillis par des parents au delà du sixième degré. En 1903, le total des valeurs taxées atteint 4.913.093.114 fr. dont 110.827.610 fr. dévolus à des collatéraux au delà du quatrième degré, 13 millions seulement ayant été recueillis par des parents au delà du sixième degré. M. Colin déduit de ces statistiques que la limitation de la vocation héréditaire en parenté collatérale ne peut donner de résultat financier pour le Trésor qu'à la condition de placer cette limitation immédiatement après le quatrième degré. Nous verrons par la suite ce qu'il

(1) *J. O.*, *ibid.*, p. 150 et s.

faut penser au point de vue fiscal de l'efficacité d'une pareille réforme.

De plus, M. Colin réduit à la moitié de la succession la vocation héréditaire du conjoint survivant appelé à défaut de parents au degré successible ; ce qui est logique dans son système, sinon le conjoint bénéficierait, par la restriction plus étroite du nombre des successibles, d'une réforme qui n'a pas pour but d'améliorer sa situation.

Enfin, M. Colin proscriit rigoureusement toute dévolution d'une ligne à l'autre dans les successions déférées aux ascendants et aux collatéraux, l'Etat étant appelé ainsi à bénéficier de l'absence, dans une des lignes, de tout parent au degré successible. Toutes ces modifications paraissent à l'auteur susceptibles de rapporter au Trésor un bénéfice annuel de 65 millions. Nous démontrerons ultérieurement que c'est là une pure illusion.

2° A l'imitation de M. Maujan, M. Colin estime que le taux des impôts à percevoir sur les mutations par décès doit être augmenté toutes les fois que la transmission héréditaire dérive non de la loi, mais d'une donation ou d'un legs : tout ce qu'un héritier reçoit ainsi en sus de sa part *ab intestat* serait, s'il s'agit de la ligne directe, taxé au double droit, et s'il s'agit de tout autre successible, taxé au droit perçu entre personnes non parentes.

Avant d'apprécier l'efficacité des diverses propositions que nous venons d'examiner, il convient de rechercher quel emploi leurs auteurs désiraient assigner aux ressources laissées disponibles par cette suppression partielle de l'héritage. A cet égard, les réformateurs de la fin du XIX^e siècle n'ont pas donné beaucoup de précision. C'est ainsi que M. Barodet attendait de la limitation de la vocation héréditaire les avantages les plus variés pour le pays : augmentation de la petite propriété, diminution des impôts, extinction du paupérisme... etc. Depuis 1900, des indications plus précises ont été fournies ; il s'agit de procurer à l'Etat des ressources nécessaires au service des retraites ouvrières ; de toute façon, c'est l'Etat qui serait le bénéficiaire des fortunes auxquelles les parents collatéraux du défunt ne pourraient plus prétendre. Le département ou la commune dans le ressort desquels le défunt était domicilié n'y auraient aucun droit. Dans d'autres pays, l'attribution de l'héritage enlevé aux parents du défunt serait organisée sur des bases différentes. La tendance moderne est de faire passer la commune avant l'Etat, car, dans les idées actuelles, on s'attache à fonder la succession sur une réalité de fait, sur le rattachement à un groupement effectif auquel on appartient ; or, il est incontestable qu'après la famille, la commune représente le cercle le moins large où l'individu se sent également engagé dans

les liens d'une certaine solidarité. La commune représente une famille élargie pour laquelle le défunt ressentait une affection voisine de celle éprouvée pour la famille, plus intime en tout cas que le lien l'unissant à l'Etat. L'expérience prouve d'ailleurs qu'à défaut de parents, on est assez porté à léguer sa fortune à la commune sur le territoire de laquelle on s'est fixé et où on a vécu ; mais bien rares sont ceux qui éprouvent le désir de choisir l'Etat comme légataire. Aussi le Code civil suisse a préféré le canton ou la commune à l'Etat et il les appelle à l'héritage après la troisième parentèle (art. 466 . « A défaut d'héritiers, la succession est dévolue, sous réserve de l'usufruit des arrière-grands-parents, des grands-oncles et des grands'tantes, au canton du dernier domicile du défunt ou à la commune désignée par la législation de ce canton. »

§ 3. — *Appréciation des diverses propositions tendant soit à supprimer, soit à restreindre l'hérédité collatérale.*

Il est impossible d'apprécier de la même manière les deux catégories de propositions. D'une part, la suppression de tout héritage en ligne collatérale met en jeu l'existence même de l'institution de l'hérédité. D'autre part, ce n'est pas faire échec au prin-

cipe de la succession que de trouver trop étendue la dévolution collatérale instituée par le Code civil. Une réforme s'impose donc sur ce point, et elle doit recevoir l'approbation de tous ceux qui estiment que le législateur doit mettre à tout moment les lois en harmonie avec l'état social du pays auquel il commande. Seulement, quelque désirable que soit la restriction de la successibilité en ligne collatérale, il ne faut pas chercher à la justifier par les avantages financiers qu'elle procurerait au Trésor ; ces avantages sont, nous le verrons, négligeables. C'est dans l'intérêt même de la propriété individuelle et aussi pour rétablir l'harmonie entre la conception actuelle de la famille et la notion de l'hérédité, que le nombre des collatéraux successibles doit être limité.

1° *Relativement aux propositions qui tendent à supprimer tout héritage collatéral*, il ne faut pas hésiter à les considérer comme une attaque indirecte, mais très efficace, des ennemis de la propriété héréditaire, qui s'ingénient à affaiblir l'institution dans le secret désir d'abolir un jour complètement les derniers vestiges qui en subsisteraient. Il y a quelques années, les socialistes attaquaient de front l'héritage et ne reculaient pas devant une suppression complète de la succession. « Il faut arriver à la suppression de l'héritage dans un temps donné, déclare M. Jules Guesde. Chacun n'a droit qu'au produit de son travail, et doit pouvoir pendant sa vie en dis-

poser librement, sans avoir de redevance à payer à qui que ce soit. A la mort d'un citoyen, sa fortune, c'est-à-dire l'accumulation du produit de son travail, doit revenir à la collectivité, afin que l'on n'ait pas besoin de prendre aux vivants le produit dont ils ont besoin pour vivre. C'est prendre à un mort ce dont il n'a plus besoin, afin de ne pas prendre à un vivant ce qui lui est indispensable (1). »

Mais aujourd'hui la guerre déclarée à l'hérédité par les socialistes emploie des procédés plus détournés ; ils évitent de se poser en ennemis absolus de cette institution, et ils se bornent à restreindre le plus possible la vocation héréditaire. C'est ainsi que la proposition précitée de M. Giard qui remonte à 1884, contient le passage suivant : « Sagement échelonnée sur une longue série d'années, la progression de l'impôt permettrait d'arriver sans secousse à l'abolition totale ou presque totale de l'héritage. »

La même théorie se retrouve dans le livre de M. Eugenio Rignano (2). D'après l'auteur, il ne s'agit nullement de supprimer complètement l'hérédité, car cette suppression enlèverait aux hommes un des

(1) Extrait d'une brochure parue en 1893 qui résumait une profession de foi adressée par M. J. Guesde aux électeurs du XX^e arrondissement de Paris, 11 mars 1893, dans laquelle le candidat réclamait notamment la suppression de tout héritage en ligne collatérale.

(2) *La question de l'héritage*. « Un socialisme en harmonie avec la doctrine économique libérale », Paris, Giard, 1904.

meilleurs mobiles qui les poussent à travailler, à s'enrichir et à accroître du même coup la fortune sociale. Il faut conserver l'héritage, puisque c'est une nécessité imposée par le mécanisme des sociétés contemporaines. Mais il n'est pas indispensable que le patrimoine du défunt appartienne indéfiniment aux parents qui se rattachent à sa lignée. Il faut qu'un jour les fortunes constituées par les particuliers fassent retour à la société. De là le droit pour l'Etat de prendre une forte part des successions et d'opérer sur elles des prélèvements progressifs dans le temps, de manière qu'après trois générations les biens accumulés par un homme retombent dans le domaine de la collectivité.

C'est à une conclusion voisine qu'arrive M. Cimbali : on devrait admettre l'Etat en concurrence avec la famille à partir du quatrième degré, suivant une progression qui irait en croissant pour le premier, en décroissant pour la seconde jusqu'au dixième degré, où l'Etat évincerait totalement la famille en absorbant la succession. Jusqu'au quatrième degré, la famille serait seule appelée à la succession ; du quatrième au cinquième degré, l'Etat prélèverait la moitié de l'héritage ; du sixième au dixième degré, l'Etat prendrait les deux tiers ; enfin, après le dixième degré, il recueillerait la totalité de la succession (1).

(1) *La nuova fase del Diritto civile nei rapporti economici*

Mazurié

Les idées de M. Cimbali pourraient être approuvées si l'Etat, dans ce système, n'était armé d'un droit de réserve, et n'arrivait à évincer trop largement des parents encore rapprochés, tels que ceux du quatrième degré. C'est toujours, sous le couvert de devoirs sociaux à respecter vis-à-vis de la collectivité, le dessein plus ou moins dissimulé d'ébranler l'hérédité dans son fondement, pour arriver plus facilement un jour à la rayer des institutions juridiques.

En résumé, toutes les thèses développées par les auteurs socialistes ou reflétées dans les propositions des membres du Parlement qui s'en inspirent, aboutissent, quand elles visent la suppression de l'héritage collatéral, à léser trop gravement les prérogatives naturelles du groupe familial, les droits de l'individu et à affaiblir chez lui le mobile le plus puissant qui l'incite au travail, l'intérêt personnel entendu au sens large, c'est-à-dire, comprenant non seulement le sien propre, mais celui des parents sur lesquels il concentre son affection. C'est un fait bien connu que, si l'on veut donner à la propriété individuelle toute sa puissance de production, il faut trouver un stimulant à l'activité de l'individu, et jusqu'à présent on n'a pu en découvrir de meilleur

e sociali son proposte di riforma della legislazione civile vigente, 1895, par. 175.

que l'intérêt personnel, c'est-à-dire familial. Le point faible de tous les systèmes socialistes, l'objection fondamentale qu'aucun n'a pu véritablement éluder, est précisément l'impossibilité, à laquelle se sont heurtés jusqu'à présent les réformateurs sociaux, de remplacer ce puissant mobile de l'activité humaine par un autre facteur équivalent. C'est une constatation banale que, si l'homme ne travaillait que pour lui, il ne travaillerait que dans la mesure de ses besoins personnels, et il serait fatalement amené à les restreindre, pour diminuer ses fatigues ; seul le sentiment familial est capable de pousser l'activité de l'individu au delà de ces limites. Nous assistons chaque jour à l'enrichissement rapide et à l'ascension sociale d'individus qui multiplient leurs efforts pour se constituer une fortune ; mais peut-on soutenir sérieusement qu'ils lutteraient avec la même énergie et s'imposeraient les mêmes privations s'ils n'avaient d'autre perspective que d'accumuler des biens au profit de la collectivité, d'autre espoir que de laisser leur fortune à l'Etat au détriment de leurs parents ? Supprimer la vocation héréditaire des collatéraux les plus proches, ce serait déposséder partiellement la famille de son titre successoral, la priver des biens sur lesquels elle était en droit de compter. « La famille, écrit M. Turgeon, est encore la grande force du pays, le centre de la vie, le sanctuaire de la nation, l'unité sociale par excellence...

Ensuite, il n'est pas excessif d'affirmer que nos contemporains se sentent peu d'amour, peu de sympathie pour l'Etat. Celui-ci est trop loin et trop haut ; il est surtout trop fort ; au fond, chacun en a peur. Ce sentiment de défiance ou d'appréhension est si réel et si général qu'on ne voit presque jamais un testateur instituer l'Etat son légataire universel. On lègue à des institutions artistiques, à des compagnies littéraires, à des œuvres charitables, mais à l'Administration, au Gouvernement, la chose est rare. A l'heure actuelle, nous sommes donc loin de considérer l'Etat comme un héritier. Le plus grand nombre serait plutôt porté à le regarder comme un gêneur ou comme un intrus. En tout cas, il serait impossible d'induire la vocation héréditaire de l'Etat de la volonté présumée des défunts. Cette vocation, pour l'instant, correspond si peu aux désirs du public français qu'il est à prévoir que chacun s'empres- serait d'user de la faculté de tester pour soustraire son avoir à cet héritier antipathique. Et c'est pour empêcher cette pratique, et couper court à cette résistance qu'on réclame un droit de réserve pour l'Etat. Il faudrait donc nous lier les mains, pour nous empêcher d'honorer de nos préférences bien naturelles nos parents ou nos amis ; car celui-là même qui ne laisse pas de famille n'aime point que ses biens tombent au pouvoir de l'Etat. Portés au budget, confondus dans les recettes, engloutis dans

les dépenses, il n'en reste rien, pas une trace, pas un souvenir ; c'est un bienfait souvent perdu et vite effacé. En jetant sa fortune en pâture aux appétits dévorants du fisc, on risque de vouer son nom à l'oubli et son avoir à la dissipation. Rien n'en survivra, et cette perspective est peu faite pour encourager les testateurs (1). »

Il est donc impossible de restreindre trop étroitement la successibilité collatérale, sans porter en même temps un coup fatal à la propriété individuelle, et sans méconnaître ce principe fondamental que l'héritage est une excitation constante à produire, à conserver, et à accroître la richesse : « Justifiée par une longue expérience, a écrit Rossi, elle (l'hérédité) a pour elle non seulement l'autorité des temps, mais celle beaucoup plus décisive des admirables résultats qu'elle n'a cessé de produire ».

Si les fortunes amassées par les individus, au lieu de garder une forme spéciale et d'être dévolues à des personnes déterminées, échappaient aux parents, aux collatéraux les plus proches, pour être affectées à la collectivité, et grossir le budget de l'Etat, on peut affirmer que l'énergie du travail individuel diminuerait et avec lui s'affaiblirait la puissance productrice du capital.

(1) *Le socialisme et le droit d'hérédité*. Travaux juridiques et économiques de l'Université de Rennes, 1907, p. 207.

Si l'on tient cette vérité pour démontrée, il faut admettre l'héritage collatéral, au moins jusqu'à un certain degré. Là où il y a des individus ayant des titres sérieux à recueillir une succession, il vaut mieux la leur laisser que de l'attribuer à l'Etat, parce qu'on peut présumer que ces individus feront eux-mêmes de cette fortune un usage plus productif que l'Etat ne saurait le faire. C'est l'hérédité qui donne à la famille sa cohésion, en créant dans son sein la communauté et la solidarité des intérêts. En limitant trop étroitement la vocation héréditaire, on porte atteinte du même coup à cette unité sociale que représente la famille. C'est ce qui a fait dire autrefois à Léon Faucher : « Les lois de tous les peuples libres et industriels consacrent l'hérédité ; mais elle est tellement indispensable au développement de la famille et à la marche des sociétés, que si elle n'était pas la conséquence invincible de la nature humaine et de l'état social, si elle n'existait pas, il faudrait l'inventer (1) . »

Mais, s'il importe, dans l'intérêt social plus encore que dans celui de l'individu, de ne pas supprimer radicalement l'hérédité collatérale, cela ne signifie nullement qu'il ne faille pas en restreindre la dévolution. Nous rencontrons alors les propositions du

(1) *Mélanges d'économie politique et de finances*, t. II, 1856, p. 445 et s.

second groupe, celles qui tendent à restreindre le cercle des héritiers.

2° *Les propositions destinées à arrêter la vocation collatérale à un certain degré s'inspirent, au contraire, d'une idée juste, et s'efforcent d'apporter au système du Code civil une correction que les mœurs imposent comme inévitable.* Concédée jusqu'au douzième degré, la successibilité est vraiment trop étendue, elle ne concorde plus avec le resserrement progressif du cercle familial au cours du siècle qui vient de s'écouler. La facilité des communications, l'exode vers les villes ont, nous l'avons dit, désagrégé la famille d'autrefois ; le noyau qui subsiste se compose d'un groupe de parents infiniment moins nombreux. Rien de plus rationnel, dès lors, que la succession soit restreinte dans la même proportion. Une pareille réforme est commandée par l'intérêt même de la propriété individuelle, car la dévolution héréditaire de celle-ci ne saurait être le résultat du hasard et ne peut se justifier par le prétexte de vagues sentiments d'affection que les héritiers n'ont en réalité jamais ressentis pour le défunt. Le droit ne reconnaît et ne sanctionne que l'existence de groupes sociaux ; il ne tient pas compte des sentiments.

Seulement il faut se garder d'invoquer le point de vue fiscal, et de se prévaloir, comme l'ont fait MM. Maujan, Colin et tant d'autres avant eux, des avantages financiers qu'une semblable réforme pro-

eurerait à l'Etat. En réalité, c'est se bercer d'illusions que de compter sur le produit des successions collatérales comme sur une ressource suffisante pour diminuer le déficit du budget, ou pour parer aux nécessités nouvelles ou au besoin d'argent sans cesse grandissant qu'ont engendrés les nouvelles lois sociales. C'est uniquement sur le terrain du droit civil et par des arguments d'ordre juridique, économique ou social que la réforme doit être édiflée et soutenue.

L'intérêt même de la propriété individuelle exige que le patrimoine de l'individu ne soit pas dévolu selon le hasard des décès à l'un quelconque, fut-il très éloigné, des parents que la loi appelle encore aujourd'hui jusqu'au douzième degré. Au point de vue juridique, la dévolution successorale repose, dans le Code civil, sur l'affection présumée du défunt. La loi répartit la succession entre les personnes à qui elle serait vraisemblablement allée, si le défunt avait eu le temps d'écrire son testament. Or, peut-on véritablement soutenir que cette affection existait pour des parents dont la série s'allonge jusqu'au douzième degré ? Il est impossible de le prétendre, car le défunt n'avait vu peut-être que très rarement ou même ne connaissait pas ces parents si éloignés de la souche commune.

Maintenir le principe de la successibilité jusqu'au douzième degré, c'est méconnaître le fondement

même de l'hérédité en droit civil et conserver une situation qui constitue un danger constant pour l'institution de la propriété héréditaire. La famille ayant aujourd'hui moins de rayonnement que la famille d'autrefois, c'est se payer de mots que de soutenir que la voix du sang se fait entendre vis-à-vis de parents au douzième degré. Peut-être le foyer, en se concentrant, a-t-il gagné en intimité ce qu'il a perdu en étendue ? En tout cas, l'affection que les parents se témoignent réciproquement dans ce groupe plus étroit, ne se manifeste plus à partir d'un certain degré. Permettre à des indifférents de recueillir des héritages, c'est en quelque sorte donner un spectacle immoral à la société qui voit des individus s'enrichir sans travail, par un coup du sort, et recueillir des biens au gain desquels ils n'ont nullement participé ni même assisté. Une propriété héréditaire transmise dans ces conditions ne paraît plus légitime.

Puis, le principe que l'attribution d'une fortune à un individu engendre toujours des meilleurs résultats que la dévolution à l'Etat, ne s'applique plus avec la même force lorsque le successible appartient au groupe des parents éloignés. Normalement, on ne destine guère à l'épargne une fortune inespérée et si facilement gagnée. En la dépensant sans compter, le bénéficiaire contribue, sans doute, à l'enrichissement de ceux qui vivent de son luxe ; mais le résultat so-

cial sera loin d'être aussi avantageux que si le détenteur actuel des biens les employait en placements industriels ou commerciaux et mettait par l'épargne ses capitaux à la disposition de ceux qui possèdent les aptitudes voulues pour les faire fructifier. Au contraire, les collatéraux plus proches, qui ne se réclament pas d'une vague généalogie pour invoquer leurs droits à la succession, ont participé de plus près à la communauté familiale qui a acquis les biens, qui les a conservés et améliorés. Ce n'est plus sur un lien de parenté fragile ou fictif qu'ils s'appuient pour venir à l'héritage. Il sentent mieux la même origine, le même esprit qui les unit, ils font encore partie de cette unité sociale concentrée que constitue la famille française contemporaine. Ils auront donc plus d'attachement pour des biens qu'ils connaissent depuis longtemps, dont ils ont su les difficultés d'acquisition et tout porte à croire qu'ils en feront un meilleur usage que les individus auxquels l'hérédité advient comme un lot inattendu. Enfin, l'opinion moyenne que la société actuelle se forme de la famille ne conduit nullement à considérer comme scandaleuse une transmission héréditaire s'opérant entre des personnes qui font véritablement partie de la famille. L'hérédité collatérale doit donc être conservée dans la mesure où rayonne la famille moderne et tant que les liens de l'association familiale manifestent leur réalité vivante. C'est

seulement quand ces liens disparaissent que l'hérédité collatérale doit être condamnée.

Mais à quel point du cercle familial s'opère cette disparition ? Il faut nécessairement s'arrêter à une limite : or, cette limite, telle que nous l'indiquent le plus grand nombre des législations étrangères, et la majorité des propositions formulées devant les Chambres françaises, semble bien être le sixième degré. Au delà la parenté n'apparaît plus que nominale et fictive, et la successibilité à laquelle elle sert de fondement juridique n'est plus légalement justifiée. « L'hérédité doit suivre la famille, c'est-à-dire, la vie, se modeler, se mesurer sur elle, se résorber, s'effacer avec elle. C'est pourquoi la logique semble exiger que la vocation héréditaire ne dépasse point le sixième degré. Si, au-delà, une parenté plus lointaine est exceptionnellement ravivée par des services rendus et des dévouements dépensés, le testament pourvoira suffisamment à toutes les vues d'affection, à toutes les obligations de reconnaissance (1). »

Par conséquent, si les règles actuelles du Code civil sur la vocation héréditaire ne cadrent plus avec l'état de la famille contemporaine, il faut se garder d'aller trop loin dans la voie de la suppression du droit d'hériter, et l'arrêt au sixième degré paraît correspondre exactement à l'esprit familial qui règne en France.

(1) TURGEON, *article cité*, p. 212.

Telle est l'opinion qui a été exprimée par M. Poincaré au Sénat, en 1907, lorsqu'il s'est expliqué au sujet des propositions de MM. Colin et Maujan, tendant à restreindre l'héritage en ligne collatérale. « La suppression de la vocation héréditaire pour quelques degrés de parenté, a dit M. Poincaré, ne touche pas aux fondements sur lesquels repose en France la constitution de la famille et de la propriété. Mais je n'admets la possibilité de cette suppression que pour quelques degrés... S'avisera-t-on de supprimer le quatrième degré de parenté, qui comprend les grands-oncles, les grand'tantes, petits-neveux, petites-nièces et cousins germains? Les liens du sang et de l'affection sont, ce me semble, trop étroits entre parents de ce degré pour qu'en l'absence d'un testament, tout droit de succession puisse être supprimé entre eux. » En d'autres termes, jusqu'au sixième degré, il est permis de penser que, dans l'état actuel de nos mœurs, les parents conservent entre eux des relations assez affectueuses pour justifier une vocation héréditaire basée sur la volonté présumée du défunt (1).

Si le fondement de la dévolution héréditaire conduit, en droit civil, à maintenir la vocation des collatéraux jusqu'au sixième degré, des considéra-

(1) *J. O. Déb. parl. Sénat, Ses. ord.*, 1907. Séance du 14 janv. 1907, p. 48, 3^e col.

tions d'ordre économique amènent à la même conclusion. L'héritage est le meilleur stimulant à la production, et l'intérêt familial qui permet d'accumuler les richesses non seulement pour soi, mais pour les membres du cercle familial, existe encore avec une certaine énergie à l'égard des parents issus de la même origine, élevés au même foyer, unis par une communauté de sentiments et d'affection, qui n'ont jamais pu être considérés par le défunt comme des étrangers, parce qu'ils portent en eux la marque des lignes d'ancêtres communs dont ils descendent. L'héritage n'est une bonne institution économique que là où l'esprit d'épargne et d'économie est redoublé par l'affection qui unit le producteur à certains de ses parents ; donc partout où existe cette réciprocité de sentiments, et dans la mesure où cette communion des cœurs se rencontre, la succession doit être maintenue. A ce point de vue encore, les économistes s'accordent à reconnaître que le sixième degré de la parenté constitue une limite raisonnable ; « conformément au sentiment de la majorité des hommes, la dévolution héréditaire doit cesser au sixième degré », écrit M. Villey (1).

Si, limitée au sixième degré, la dévolution héréditaire peut se justifier par l'affection présumée du défunt, qui lui sert de fondement en droit civil, et par

(1) *Journal des économistes*, 1888, t. VIII, p. 108.

l'intérêt de la bonne exploitation et de la meilleure mise en valeur du patrimoine qui constitue sa base sur le terrain économique, elle se trouve également en harmonie avec l'intérêt social. Celui-ci exige que toute entreprise ait besoin de continuité et de sécurité. Quiconque voudrait fonder une exploitation commerciale ou industrielle, renoncerait souvent à son projet s'il avait la perspective de voir sa création passer, après sa mort, à des mains étrangères. L'hérité dans la famille est le meilleur moyen de garantir la continuité des entreprises, l'efficacité des efforts personnels; elle assure en même temps la protection des membres de la famille aux prises avec les épreuves de la vie. La société a donc intérêt à respecter les liens de la famille là où ils se manifestent encore avec évidence, et à consacrer la conséquence qu'ils engendrent, c'est-à-dire l'héritage. La société profitera d'ailleurs des résultats de l'activité individuelle sans cesse excitée par l'intérêt familial, puisque l'accroissement des capitaux individuels amènera une augmentation générale des instruments de production et de la richesse sociale. Rien ne serait plus préjudiciable à la société que de chercher à distendre ou à rompre les liens de famille. La certitude pour une personne que l'œuvre créée par elle sera continuée par des parents qui lui sont étroitement unis favorise les initiatives et encourage les efforts prolongés.

Or, c'est une constatation d'ordre général dans tous les pays de même civilisation qu'aujourd'hui il subsiste encore un véritable groupement familial ; l'homme conserve encore et gardera toujours ce sentiment très net qu'avant d'appartenir à telle ou telle société politique il fait partie d'un petit cercle plus étroit où il est entré dès le début de la vie et qui peut lui servir de refuge aux jours de crise ; ce sentiment, s'il créé des droits, engendre également des obligations ; la succession n'est que la consécration légale de ces devoirs de famille, mais elle doit se restreindre au noyau de parents qui composent véritablement la famille, sans en dépasser les limites. Il est inadmissible d'attribuer une vocation héréditaire à tous les collatéraux jusqu'au douzième degré ; mais, à l'inverse, ce serait une réforme prématurée que d'arrêter la dévolution à un degré trop rapproché du défunt. La réduction excessive du groupe familial se comprendrait dans une société où les sentiments d'affection réciproque entre parents seraient affaiblis et oubliés, ce qui ne serait pas à l'honneur d'un pareil pays. Mais elle ne saurait être acceptée dans une société comme la nôtre, où le souvenir des traditions communes, l'esprit de race et le respect du devoir familial persistent encore vivaces jusqu'à un degré qui ne saurait être moindre que le quatrième et qui est peut-être le sixième. Il faut donc maintenir la succession collatérale comme

une institution conforme à la fois au devoir social et à l'intérêt familial ; la succession doit être dévolue au petit groupe de parents qui constitue encore le noyau irréductible de la famille, groupe qu'il faut restreindre aujourd'hui au sixième degré, si l'on se montre soucieux d'établir une harmonie constante entre l'état de la famille contemporaine et la dévolution héréditaire.

Mais dans le plaidoyer en faveur de la réforme de l'art. 755, de l'hérédité qu'il s'agit de conserver tout en limitant l'étendue, il ne faut pas s'appuyer sur des arguments d'ordre fiscal, et prétendre que l'intérêt de l'Etat commande de réduire le plus possible la vocation des collatéraux dans le but de procurer des ressources nouvelles au Trésor. En réalité, la suppression de la vocation héréditaire des parents éloignés ne fournirait pas au budget l'appoint de recettes nouvelles ; ou, en tout cas, le bénéfice serait insignifiant. Et cependant, que d'espérances ont été conçues à cet égard : M. Allemane évalue à 800 millions le profit que la suppression de la dévolution collatérale rapporterait annuellement à l'Etat ; plus modeste, M. Colin attend néanmoins 65 millions des réformes qu'il préconise sur la vocation héréditaire. Ce sont là des évaluations purement conjecturales, qui présentent le double défaut de ne pas tenir compte : 1° des dettes qui grèvent la succession et que l'Etat, successeur en l'absence de testament, est

tenu de payer, au moins dans la limite de l'actif; 2° de ce que les droits de succession, singulièrement majorés depuis les lois du 25 février 1901 et 8 avril 1910, droits qui varient entre 18 et 29 0/0, pour les collatéraux compris entre le quatrième et le douzième degré (assimilés à des personnes non parentes) constituent la meilleure des parts héréditaires de l'Etat, qui, par la perception de ces taxes si élevées, se trouve assimilé à un véritable héritier et même à un héritier réservataire, car les moyens d'investigation dont dispose le fisc sont tels, depuis les lois de 1901 et 1910, que la matière imposable ne saurait lui échapper. Il est même permis d'affirmer que l'Etat recueille sous cette forme une part successorale supérieure à celle que lui assignerait une vocation légale. Car le mécanisme des lois fiscales en vigueur est organisé de telle manière que la plupart du temps, et au moins sur les immeubles, les droits de mutation par décès sont exigés sur un capital supérieur à la valeur des biens transmis. M. Poincaré, alors ministre des Finances, ne méconnaissait point ces vérités, lorsqu'il déclarait au Sénat, en 1907, que, si l'on supprimait la vocation héréditaire à partir du quatrième degré, cette limitation de la vocation *ab intestat* ne rapporterait pas au Trésor plus de 24 millions par an (1), et la suppression totale de

(1) *J. O., loc. cit.*

l'héritage collatéral ne donnerait pas de résultats meilleurs.

1^o L'Etat, appelé à bénéficier d'une suppression ou d'une restriction de l'hérédité collatérale, verrait son émolument diminué par l'obligation de payer les dettes laissées par le défunt et les charges héréditaires de toute nature nées depuis le décès. Or, dans sa proposition, M. Colin relève que l'actif net des successions déférées aux collatéraux du cinquième au douzième degré s'est élevé à 106.156.690 francs, en 1902, et à 110.827.610 francs en 1903 (1). Mais il est absolument inexact de considérer ces chiffres comme correspondant à un actif net. Ils ne représentent que le chiffre des valeurs successorales diminuées des dettes admises à déduction par l'Administration. Or, d'après l'art. 5 de la Loi du 25 février 1901, ce sont seulement les dettes constatées par acte authentique et non échues au jour de la succession qui s'imposent à la reconnaissance de l'administration et que celle-ci est tenue de déduire. Pour les dettes chirographaires, l'administration apprécie s'il y a lieu d'en accepter ou non la vraisemblance et, dès qu'elle a le moindre doute à cet égard, elle refuse impitoyablement la déduction. Puis il faut tenir compte aussi du passif né après le décès

(1) Proposition précitée. *J. O.* 1906, Chambre, Annexe, n° 190, p. 152 et 154.

(frais de dernière maladie, frais funéraires, etc.), dont le fisc assumerait également la charge. Enfin, même si, en faisant état de tous ces éléments, un actif net encore appréciable se dégageait des successions collatérales, on ne doit pas oublier que le défunt avait à sa disposition le testament pour instituer un héritier de son choix, préférable à ce successeur anonyme et impersonnel que constitue l'Etat. C'est là une remarque si évidente qu'il est superflu d'y insister. Le droit de l'Etat, mais sanctionné par une réserve, pourrait avoir cependant quelque efficacité.

2° La perception des droits de mutation par décès, telle qu'elle est organisée par les lois du 25 février 1901 et du 8 avril 1910, s'opère souvent sur un chiffre supérieur à la véritable valeur des biens transmis par décès. C'est ce qui se dégage, en effet, d'un certain nombre de prescriptions imposées soit par la pratique administrative, soit par la loi ; ainsi les créances mêmes irrécouvrables qui appartenaient au défunt doivent être comprises dans la déclaration de sa succession, à moins que les héritiers n'y renoncent expressément (1). En ce qui concerne les immeubles, ils doivent être en principe déclarés pour leur revenu capitalisé au denier 20, s'il s'agit d'immeubles urbains, c'est-à-dire qui ne servent

(1) Décision du ministre des Finances du 12 août 1906, *Journal de l'Enregistrement*, n° 20.543.

pas à la culture, et au denier 25 s'il s'agit d'immeubles ruraux, c'est-à-dire qui ont pour objet principal la culture du sol (Lois du 22 Frimaire, an VII, art. 15, n° 7, et du 21 juin 1875, art. 2). Le revenu qui sert de base à la perception est le prix du bail augmenté des charges si l'immeuble est loué; en l'absence de bail, c'est le revenu évalué par les intéressés, sous le contrôle de l'administration. De plus, quand l'immeuble n'est pas loué, c'est le revenu brut qui doit être porté dans la déclaration de succession, sans défalcation soit des impôts, soit des primes d'assurance, soit de toutes autres charges incombant légalement au propriétaire et que subirait par suite l'Etat héritier. En outre, la loi du 26 décembre 1908, art. 7, dispose que s'il s'agit d'immeubles bâtis, non loués, autres que les usines, le produit ou revenu annuel de l'immeuble est déterminé par la valeur locative réelle telle qu'elle est établie par l'administration des contributions directes pour l'assiette de l'impôt foncier, dans l'année du décès. Or, quand il s'agit d'appliquer l'impôt foncier, l'Administration des contributions directes déduit de l'évaluation totale 25 0/0, soit 1/4 du revenu. Mais, par suite d'une omission inexplicable, aucune déduction de ce genre n'est prescrite par la loi du 26 décembre 1908, art. 7, pour la perception du droit de mutation par décès. On voit, dès lors, combien cette base d'appréciation est rigoureuse pour les héritiers et favo-

nable au fisc. Non moins onéreuse pour les successeurs est le principe d'après lequel, en cas de location, c'est le prix du bail qui doit être déclaré pour le paiement des droits de succession, car ce prix est multiplié par 20 ou par 25 suivant qu'il s'agit d'immeubles urbains ou d'immeubles ruraux ; or, il est incontestable que cette capitalisation est loin de correspondre à la valeur vénale de l'immeuble, par exemple, les héritiers n'arriveront jamais, à Paris, à vendre 200.000 francs une maison qui a été comprise, pour cette valeur, dans la déclaration souscrite à l'enregistrement après le décès de leur auteur, en raison de l'existence d'un bail consenti moyennant un prix annuel de 10.000 francs. Un immeuble loué dans ces conditions ne se vendra pas, à Paris, ni même dans beaucoup de grandes villes de province, plus de 120 ou 150 mille francs au maximum.

Le maintien de l'hérédité collatérale jusqu'au douzième degré permet donc à l'Etat d'encaisser de ce chef des recettes considérables, qui ne trouveraient pas leur équivalent dans le bénéfice résultant pour l'Etat d'une extension de ses droits successoraux.

D'autre part, il ne faut pas oublier que les successions dévolues à des collatéraux au delà du sixième degré ne sont ni très nombreuses ni très importantes. D'après la statistique dressée par l'administration de l'enregistrement pour les successions déclarées en 1909 (la dernière connue), 1818 collatéraux

au delà du 6^e degré ont recueilli des parts héréditaires s'élevant à 13.847.686 francs, qui ont donné lieu à des droits montant à 2.241.257 francs (1). Or, dans la même année, le chiffre total des successions déclarées s'est élevé à 5.673.874.434 francs se décomposant en 1.095.182 parts d'héritiers; on voit combien est faible l'importance des héritages collatéraux au delà du sixième degré; et, s'ils étaient dévolus à l'Etat, il est permis de penser que la valeur nette des biens recueillis par lui ne dépasserait pas sensiblement le montant des droits fiscaux qu'il perçoit sur les déclarations de succession.

A titre documentaire, nous donnons le montant des héritages échus pendant la même année 1909 aux autres collatéraux, avec indication des droits perçus :

Nombre des parts héréditaires	Parts taxées	Droits payés
Frères et sœurs . . . 109.397	381.578.020 francs	37.004.157 francs
Oncles, tantes, neveux et nièces 87 398	355.095.741 »	39.058,825 »
Grands-oncles, grand'tantes, petits-neveux, pe- tites-nièces . . . 20.309	76.874.262 »	10.009 978 »
Cousins-germaines . . 10.477	75.525.760 »	9.984.736 »
Parents au 5 ^{me} et 6 ^{me} degrés 13.258	122.693.835 »	18.684.002 »

(1) *Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des Finances, Direction générale de l'Enregistrement, 1911, p. 132.*

Ajoutons enfin que pendant l'année 1908 (nous n'avons pas de renseignement pour l'année 1909) le montant de l'actif net taxé s'est élevé, pour les successions *ab intestat*, à 3.124.984.974 francs. Le montant des successions dont la dévolution légale a été modifiée par des actes de dernière volonté était de 1.224.194.778 francs. Enfin, les successions dont la dévolution a été entièrement réglée par des actes de dernière volonté ont atteint le chiffre de 1.000.378.462 francs. L'ensemble des successions déclarées en 1908 s'élevait à 5.349.558.214 francs (1).

De toutes ces indications se dégage cette conséquence, savoir, que le chiffre des successions collatérales au delà du sixième degré est d'une importance relativement minime ; en outre, le mécanisme de la taxation fiscale est tel que l'Etat perçoit des droits s'étageant entre 18 et 29 0/0 sur des biens dont la valeur imposable est notablement supérieure à la valeur réelle. Dans ces conditions, on peut se demander comment on a pu prétendre justifier, par les besoins financiers du Trésor, la nécessité de restreindre l'hérédité collatérale. En réalité, c'est uniquement au point de vue civil, économique et social que la ré-

(2) *Bulletin de statistique du Ministère des Finances, Direction générale de l'Enregistrement, 1910, p. 185.*

forme s'impose, dans le triple but de justifier la dévolution héréditaire, d'assigner à la propriété individuelle une base plus solide et de mieux délimiter le petit groupe familial dont l'existence est nécessaire à l'intérêt social.

CONCLUSION

Nous nous sommes efforcés de dégager dans cette étude l'idée que si l'héritage doit être maintenu, même en ligne collatérale, sa restriction s'impose cependant à un degré plus proche que le douzième.

L'héritage doit être maintenu et défendu surtout à une époque où il est en butte à des attaques constantes, et où aucun parti politique ne s'en porte résolument le champion. Les juristes laissent en général aux économistes le soin de légitimer cette institution : or, ceux-ci, soit qu'ils la jugent inexpugnable, soit qu'ils considèrent sa nécessité comme trop évidente ne prennent plus la peine de réfuter les critiques que les tenants du socialisme dirigent contre l'héritage. La succession demeurera cependant, parce que sans elle l'institution de la propriété serait à son tour compromise. « Socialement parlant, l'hérédité est essentielle à la vie. D'instinct, les hommes de tous les temps l'ont unanimement prati-

quée, et il y a un singulier mélange d'infatuation et de légèreté à prétendre que tous les siècles, tous les peuples se sont mépris sur leurs véritables intérêts et qu'il a fallu que le socialisme apparût pour ouvrir à l'humanité les voies de la vérité, du progrès et du bonheur (1). »

Mais, si la succession s'impose, elle ne peut procurer tous les avantages qu'on en attend que si on limite son application à un cercle restreint de parents entre lesquels se manifestent véritablement les sentiments d'affection et les devoirs réciproques qui justifient la dévolution héréditaire et montrent le rôle social de l'institution, stimulant le plus efficace de l'activité individuelle par la perspective, ouverte à l'homme, de transmettre les résultats de son activité aux parents les plus proches et les plus affectionnés. Il ne faut donc pas raisonner comme on l'a fait quelquefois et prétendre que la limitation de l'hérédité collatérale serait l'acheminement vers l'abolition de toute succession et la transformation de la propriété individuelle en propriété collective (2). Les lois successorales ne forment pas un bloc intangible, un édifice auquel on ne pourrait toucher sans risquer de l'abattre. Notre régime successoral comporte, au

(1) TURGEON, *article cité*, p. 174.

(2) En ce sens, observations de M. Alfred Jourdan, Société d'économie politique, Séance du 5 avril 1888, *Bulletin*, p. 55 et s.

contraire, une correction inévitable; la successibilité étendue jusqu'au douzième degré dépasse notablement les limites étroites de la famille moderne. Il convient donc de la restreindre, d'appeler moins de parents à l'héritage, et cela non pas dans le but de donner satisfaction partielle au collectivisme, ou de fournir aux finances publiques un appoint qui, somme toute, serait assez mince, mais en vue de donner plus de solidité à l'édifice ainsi restauré, et de mettre fin à des critiques dont la répétition trop facile risquerait de jeter un doute sur la légitimité même de la succession. Là où le lien de famille disparaît en fait, la successibilité doit s'évanouir en droit; elle ne peut plus conserver sa force quand la parenté devient purement nominale. C'est pourquoi il conviendrait, pensons-nous, de la supprimer au delà du sixième degré.

Vu par le président de la Thèse

R. PIÉDELIÈVRE

Vu et permis d'imprimer

le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

L. LIARD.

Vu : le doyen,

P. CAUWÈS.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	4
INTRODUCTION	3
CHAP. I. — <i>L'hérédité collatérale dans l'ancien droit français et sous la Révolution</i>	9
Section I. — Le droit ancien et l'ancien régime	9
Section II. — La succession collatérale dans le droit intermédiaire	30
CHAP. II. — <i>Le régime successoral du Code civil, la dévolution collatérale et son fondement.</i>	37
CHAP. III. — <i>La succession collatérale dans les principales législations étrangères.</i>	54
Section I. — La dévolution de la succession collatérale en droit comparé	55
§ 1. — La dévolution collatérale dans le système latin des ordres successoraux	55
§ 2. — La dévolution collatérale dans le système germaniques des parentèles	58
§ 3. — La dévolution collatérale en droit anglais	65
Section II. — La limite de la successibilité en droit comparé	69

§ 1. — Les législations qui n'apportent aucune restriction à la vocation des collatéraux.	69
§ 2. — Les législations qui fixent une limite au droit d'hériter.	77
CHAP. IV. — <i>Les propositions de réforme.</i>	83
§ 1. — Proposition tendant à la suppression de l'hérédité collatérale	98
§ 2. — Propositions tendant à la restriction de l'hérédité collatérale	100
§ 3. — Appréciation des diverses propositions tendant soit à supprimer, soit à restreindre l'hérédité collatérale	110
CONCLUSION.	137

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE.
